Les Enjeux Eco

Quotidien national de l'économie

Mercredi 26 novembre 2025 - Prix : 20 DA - http:www.lesenjeuxeco.dz ■ N°773 ■

FGAR- BANQUE AL BARAKA ALGÉRIE

Signature d'une convention de partenariat

P 16

ENREGISTRANT UNE HAUSSE DE 22,2% EN 10 MOIS

L'Algérie renforce sa production d'acier

La production d'acier brut de l'Algérie a enregistré en octobre une hausse significative de 15 % par rapport à la même période de l'année 2024, atteignant 460 000 tonnes. Cette performance confirme la montée en puissance de l'industrie sidérurgique nationale en 2025 et propulse le pays au rang de troisième producteur d'acier du monde arabe, grâce à une progression particulièrement marquante au cours du mois étudié. P 3

PROJET DE LA MINE DE ZINC ET DE PLOMB À BEJAÏA

Réunion de coordination entre Sonarem, wali et société civile

Dans un cadre de grande importance pour le secteur minier algérien, une réunion de coordination a été tenue pour suivre de près l'avancement du projet d'exploitation de la mine de zinc et de plomb entre les communes de Tala Hamza et Amizour, dans la wilaya de Béjaïa.

P 2

SALON INTERNATIONAL DES DATTES

Une filière stratégique en pleine transformation

L'Algérie a donné, lundi à Alger, le coup d'envoi de la 3e édition du Salon international des dattes, un rendez-vous devenu incontournable pour les acteurs de cette filière en pleine expansion. Organisé par la Chambre nationale d'agriculture (CNA) sous le patronage du ministère de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, l'événement se tient au Palais des Expositions des Pins Maritimes jusqu'à jeudi, réunissant 150 exposants nationaux et étrangers, dont des producteurs, artisans, coopératives, start-up, centres techniques et organismes de recherche.

P 5

REPENSER LE PLAN AGRICOLE NATIONAL

Une urgence face au changement climatique

La campagne agricole s'ouvre dans un contexte profondément marqué par les dérèglements climatiques, qui bouleversent les équilibres hydriques et fragilisent les modèles de production traditionnels. Devant l'irrégularité des précipitations et l'avancée de l'aridité vers des zones autrefois humides, l'Union nationale des paysans algériens (UNPA) appelle à une refonte urgente et complète du plan agricole national, devenu obsolète au regard des mutations observées sur le terrain.

P 5

ENTREPRISE NATIONALE DES INDUSTRIES ELECTRONIQUES DE SIDI BEL-ABBÈS

Lancement de la commercialisation de nouveaux téléviseurs P 2

NAFTAL SIGNE UN ACCORD AVEC L'ITALIEN PROMETEON

Importation de 500 000 pneus destinés aux véhicules lourds P 3

PARTENARIAT AFRIQUE-EUROPE EN MATIÈRE DE PAIX ET DE SÉCURITÉ

L'Algérie appelle à réorganiser les priorités P 3

ENTREPRISE NATIONALE DES INDUSTRIES ELECTRONIQUES DE SIDI BEL-ABBÈS

Lancement de la commercialisation de nouveaux téléviseurs

Par R E.

L'Entreprise Nationale des Industries Electroniques (ENIE) de Sidi Bel-Abbes a entamé la commercialisation de nouveaux téléviseurs de 32 et 43 pouces, dans le cadre de sa stratégie visant à renforcer ses services au profit du consommateur et à élargir son réseau de distribution à travers le pays, a-t-on appris, mardi, auprès de cette entreprise publique.
La cellule de communication a précisé que ces nouveaux produits sont désormais disponibles au niveau de quatre unités commerciales relevant de l'entreprise, situées à Blida, Sidi Bel-Abbes, Setif et Laghouat, où ils sont proposés à des prix "étudiés et raisonnables", tout en garantissant la qualité reconnue de cette marque nationale.
La même source a indiqué, par ailleurs, que les machines à laver produites par l'ENIE de Sidi Bel-Abbes sont également disponibles sur le marché national, et qu'elles ont été conçues selon des normes de performance et d'efficacité énergétique.
Dans le cadre du renforcement de sa gamme de produits électroniques, l'entreprise a également annoncé la commercialisation prochaine de téléviseurs de 55 pouces, afin de répondre à la demande croissante pour les grands écrans et d'offrir une expérience de visionnage moderne.
Le début de l'année 2026 verra, en outre, le lancement d'un nouveau programme de production visant la fabrication de 30.000 téléviseurs, dans une démarche destinée à répondre aux besoins du marché national et à consolider la présence de l'entreprise dans le secteur des appareils électroniques, a-t-on souligné.

PROJET DE LA MINE DE ZINC ET DE PLOMB À BEJAÏA

Réunion de coordination entre Sonarem, wali et société civile

Dans un cadre de grande importance pour le secteur minier algérien, une réunion de coordination a été tenue pour suivre de près l'avancement du projet d'exploitation de la mine de zinc et de plomb entre les communes de Tala Hamza et Amizour, dans la wilaya de Béjaïa.

Par Selma R

Cette rencontre a réuni plusieurs acteurs clés du projet, sous la direction de M. Reda Belhadj, directeur général par intérim du groupe industriel minier SONAREM, en présence de M. Kamel Eddine Kerbouche , wali de la wilaya de Béjaïa, et de la directrice de la société mixte algéro-australienne BZL.
L'objectif de cette réunion était de faire le point sur les progrès réalisés dans les différentes étapes du projet, tout en mettant l'accent sur les dimensions économiques, sociales et de développement de cette initiative stratégique pour l'économie nationale et la région. Les autorités locales et les responsables du projet ont souligné l'importance d'un suivi rigoureux et d'une coordination optimale pour assurer le succès de cette entreprise d'envergure.
Le projet d'exploitation des mines de zinc et de plomb représente une avancée significative dans le secteur minier algérien, avec des implications majeures pour le développement économique de la région de Béjaïa. Selon M. Belhaj, chaque étape de ce projet doit être réalisée selon des normes élevées de transparence et d'efficacité. «Le respect des délais et des engagements pris est crucial pour la réussite de ce projet national. Nous avons pour ambition de faire de cette initiative un modèle de professionnalisme et de rigueur dans le secteur minier», a-t-il déclaré lors de la réunion.
Le projet est également perçu comme un levier important pour le développement socio-économique de la région, en créant de l'emploi et en stimulant la croissance locale. La directrice du projet a, quant à elle, salué les efforts des autorités locales, en particulier du wali de Béjaïa, M. Kerbouche, pour faciliter toutes les démarches administratives nécessaires à la réalisation du projet.
La réunion a permis, indique un communiqué de Sonarem, de confirmer que les démarches administratives avancent à un bon rythme. Les autorités locales, sous la supervision du wali, ont facilité la mise en œuvre des étapes clés du projet, permettant ainsi de préparer le terrain pour le lancement de l'exploitation minière dans les plus brefs délais. La directrice du projet a présenté un exposé détaillé sur l'état d'avancement de ces démarches, soulignant la coopération efficace entre les différentes parties prenantes.
Pour sa part, le Wali de Béjaïa, a rappelé l'importance de la coordination entre tous les secteurs impliqués dans la réalisation de ce projet. Il a donné des instructions claires aux responsables du domaine national, des affaires générales et de la trésorerie pour garantir que toutes les démarches administratives soient finalisées rapidement et avec la plus grande efficacité. «Il est essentiel que chaque étape de ce projet soit réalisée dans les délais prévus et selon les plus hauts standards de gestion», a-t-il affirmé.
L'une des préoccupations majeures exprimées lors de la réunion a été la question des compensations pour les citoyens concernés par les expropriations liées au projet. M. Belhaj a assuré que le groupe Sonarem appliquera toutes les mesures nécessaires pour protéger les droits des citoyens, en garantissant une indemnisation équitable et dans les délais impartis. «Nous nous engageons à respecter scrupuleusement nos obligations envers les citoyens concernés et à assurer la transparence et l'équité tout au long du processus», a-t-il conclu.

MINISTÈRE DU COMMERCE EXTÉRIEUR ET DE LA PROMOTION DES EXPORTATIONS

Salon des produits algériens destinés à l'exportation du 26 au 30 décembre à Tamanrasset

Le ministère du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations organise un salon des produits algériens destinés à l'exportation du 26 au 30 décembre prochain dans la wilaya de Tamanrasset, a indiqué mardi un communiqué du ministère. L'organisation de ce salon, placé sous le thème "Tamanrasset, porte de l'exportation vers les pays de l'Afrique centrale", s'inscrit dans le cadre de la stratégie du secteur visant à promouvoir le produit national et à renforcer les échanges commerciaux et la coopération économique, notamment avec les pays voisins, précise le communiqué. Le ministère invite les opérateurs souhaitant participer à cet événement à s'inscrire en ligne.

INCENDIES DE FORÊTS À TIPAZA

La CNMA mène une opération de solidarité au profit des familles touchées

Par R E.

La Caisse nationale de mutualité agricole (CNMA) a indiqué, dans un communiqué, avoir mené mardi une opération de solidarité au profit des familles rurales touchées par les récents incendies de forêt à Tipaza.
Cette initiative a permis de distribuer des aides matérielles, notamment des têtes de bétail, afin de permettre aux familles touchées de reprendre leurs activités agricoles, ajoute le communiqué.
La salle omnisports de Messelmoun, dans la wilaya de Tipaza, qui a accueilli cette initiative solidaire, mettant en avant les valeurs de solidarité et de proximité en période de crise, a réuni le wali de Tipaza, le directeur général de la CNMA, Cherif Benhabiles, les autorités locales, les acteurs du secteur et les agriculteurs sinistrés. La CNMA, à travers son réseau direct, s'est mobilisée dès le départ pour soutenir les familles sinistrées et leur apporter l'aide nécessaire à travers notamment cette opération qui s'inscrit dans la continuité de sa présence sur le terrain, selon le communiqué. "La mutualité agricole considère comme un devoir sa présence dans de telles situations exceptionnelles qui frappent l'agriculture et le monde rural algériens, même lorsque les sinistrés ne sont pas assurés", a-t-elle soutenu.
Elle considère également ces moments comme une opportunité pour souligner le "rôle essentiel de l'assurance et promouvoir cette culture au sein des milieux ruraux".
"A travers cette initiative de solidarité, la CNMA réaffirme une fois de plus son engagement envers les agriculteurs et les éleveurs, en misant sur l'entraide et l'accompagnement, souligne la CNMA, rappelant que l'assurance agricole, avec ses couvertures multirisques et ses nombreuses facilités, reste "l'outil clé" pour prévenir les risques et assurer la stabilité du monde rural.

Quotidien economique
Les Enjeux Éco
Edité par la SARL
Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant
Belmihoub Abdelaziz

Directeur de publication
Radji Zahir

Siège social
Maison de la presse
01, rue Bachir Attar
Sidi M'hamed Alger
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005 001700000003889 09

Impression
Centre : SIA

Distribution
Centre:
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Edition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ouargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

ENREGISTRANT UNE HAUSSE DE 22,2% EN 10 MOIS

L'Algérie renforce sa production d'acier

La production d'acier brut de l'Algérie a enregistré en octobre une hausse significative de 15 % par rapport à la même période de l'année 2024, atteignant 460 000 tonnes. Cette performance confirme la montée en puissance de l'industrie sidérurgique nationale en 2025 et propulse le pays au rang de troisième producteur d'acier du monde arabe, grâce à une progression particulièrement marquante au cours du mois étudié.

Par M. A.

Cette dynamique place l'Algérie parmi les marchés les plus performants de la région, à un moment où la croissance nord-africaine demeure plus modérée. L'évolution positive observée en octobre n'est d'ailleurs pas isolée : elle s'inscrit dans une tendance ascendante continue tout au long de l'année. Selon le dernier rapport de l'Union Arabe du Fer et de l'Acier (AISU) couvrant la période janvier–octobre, la production cumulée du pays a atteint 4,52 millions de tonnes, en hausse de 22,2 %. Il s'agit de l'une des progressions les plus fortes du monde arabe. Seuls l'Égypte et l'Arabie saoudite affichent des volumes supérieurs, confirmant la place de l'Algérie dans le trio de tête régional.

Cette avancée résulte directement des investissements publics et privés engagés dans la filière ainsi que de l'amélioration du rendement des complexes sidérurgiques nationaux. Dans l'ensemble de l'Afrique du Nord, l'Algérie apparaît désormais comme le principal moteur de croissance. Alors que l'Égypte reste stable et que le Maroc progresse à un rythme plus lent, le renforcement des capacités algériennes contribue de manière déterminante à l'évolution régionale. Sur les 1,63 million de tonnes produites en Afrique du Nord en octobre, près d'un tiers provient des unités implantées en Algérie.

Cette dynamique s'inscrit dans un contexte arabe globalement favorable, marqué par une hausse de 7,2 % de la production régionale durant les dix premiers mois de l'année. Dans cette tendance générale, l'Algérie tire nettement vers le haut la performance nord-africaine, consolidant un peu plus chaque mois son rôle de pôle sidérurgique stratégique.

Dans un pays engagé dans de vastes programmes d'infrastructures, de logement et de développement industriel, cette croissance soutenue renforce les capacités d'approvisionnement nationales tout en réduisant la dépendance aux importations.

La place de l'Algérie dans le secteur arabe de l'acier ne relève plus d'une simple progression conjoncturelle : elle s'impose désormais comme un acteur majeur, solidement ancré dans le trio de tête régional. Par ailleurs, la production mondiale d'acier brut a atteint 571,6 millions de tonnes durant les premiers mois de l'année 2025, avec une baisse de 2,1 % en glissement annuel, selon le même rapport de l'Union arabe du fer et de l'acier.

Dans son dernier rapport publié sur son site électronique, l'Union a précisé que la production mondiale d'acier brut dans les pays membres de l'Association mondiale de l'acier (World Steel Association), regroupant 70 Etats, a atteint 143,3 millions de tonnes pour le seul mois d'octobre dernier, avec une baise estimée à 5,9 % en glissement annuel.

HAUTE COMMISSION MIXTE ALGÉRO-ÉGYPTIENNE DE COOPÉRATION

Le Premier ministre en visite en Egypte

Par R E.

Le Premier ministre Sifi Ghrieb est arrivé ce mardi en République arabe d'Égypte pour une visite officielle dans le cadre de la tenue de la neuvième session de la Haute Commission mixte algéro-égyptienne de coopération. À son arrivée à l'aéroport international du Caire, il a été accueilli par le Premier ministre de la République arabe d'Égypte, Dr Mostafa Madbouli. La tenue de cette session intervient en application des orientations du Président de la République, Abdelmadjid Tebboune, et du président Abdel Fattah al-Sissi, exprimées lors de la visite du Président Tebboune en Égypte en octobre de l'année dernière. Elle reflète également la volonté commune des deux chefs d'État de renforcer les liens fraternels et la solidarité historique unissant les deux pays et les deux peuples, ainsi que de promouvoir la coopération bilatérale dans divers domaines, notamment en ce qui concerne les échanges commerciaux et les investissements. Cette session verra la signature d'accords et de mémorandums d'entente couvrant de nombreux domaines de coopération et établira une feuille de route pour poursuivre les efforts conjoints visant à consolider le partenariat entre les deux pays. Le Premier ministre est accompagné d'une délégation ministérielle de haut niveau comprenant le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et du Transport, Saïd Sayoud, le ministre des Finances, Abdelkrim Bouzred, le ministre de l'Industrie, Yahia Bachir, le ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche maritime, Yacine Walid, le ministre de l'Énergie et des Énergies renouvelables, Mourad Adjal, le ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme, de la Ville et de l'Aménagement urbain, Mohamed Tarek Belaribi, ainsi que la ministre de la Formation et de l'Enseignement professionnels, Nacima Arhab.

NAFTAL SIGNE UN ACCORD AVEC L'ITALIEN PROMETEON

Importation de 500 000 pneus destinés aux véhicules lourds

Par S R.

Dans le cadre de sa stratégie visant à renforcer l'approvisionnement du marché national pneumatique, Naftal a signé hier un contrat avec le groupe italien Prometeon/Pirelli pour la fourniture de 500 000 pneus destinés aux véhicules lourds, incluant camions et bus.

Il s'agit du deuxième contrat de ce type conclu récemment, après celui signé avec le groupe allemand Continental, illustrant la dynamique de Naftal pour sécuriser et régulariser l'offre nationale en pneus poids lourds.

Lors de la cérémonie de signature, Djamel Cherdoud, PDG de Naftal, a souligné que ce contrat permettrait de fournir au marché national des pneus de haute qualité à des prix compétitifs, contribuant ainsi à réduire les coûts actuellement pratiqués et à limiter la spéculation. «Ce partenariat représente une étape importante dans le renforcement de la qualité et de la fiabilité des pneus mis à la disposition de nos clients. Notre priorité est de collaborer avec des fabricants capables de fournir des produits performants, soutenus par une solide expertise industrielle. Prometeon, en tant que fabricant multinational de premier plan, basé en Italie et jouissant d'une forte réputation dans le secteur du pneu commercial, offre l'excellence technique et l'héritage qui s'alignent sur les standards de Naftal. Cette collaboration renouvelée soutient la continuité et l'efficacité des opérations de transport sur l'ensemble du territoire national», a-t-il indiqué. De son côté, Stefano Ziliani, PDG de la Région AFME de Prometeon, a commenté: «Nous sommes honorés de renforcer notre collaboration avec Naftal, une entreprise qui joue un rôle central dans l'économie et la société Algériennes. Cet accord reflète notre engagement à long terme envers le marché Algérien et notre capacité à fournir des solutions premium qui créent de la valeur pour les clients et les communautés. Nous sommes impatients de nous appuyer sur ce partenariat et de soutenir la vision de Naftal en matière d'innovation et de croissance durable sur le long terme». Par cet accord, Prometeon réaffirme son engagement à soutenir les secteurs du transport et de l'industrie en Algérie, en tirant parti de son savoir-faire mondial et de sa présence régionale pour contribuer à l'écosystème de transport et d'énergie du pays, ainsi qu'à son progrès économique global. Naftal réaffirme, grâce à ce contrat, son engagement à sécuriser l'approvisionnement du marché national tout en proposant des produits répondant aux standards internationaux, s'inscrivant dans sa stratégie de diversification de l'offre et d'optimisation constante de la qualité de service à travers tout le territoire algérien.

PARTENARIAT AFRIQUE-EUROPE EN MATIÈRE DE PAIX ET DE SÉCURITÉ

L'Algérie appelle à réorganiser les priorités

Par Sirine R

Le ministre d'Etat, ministre des Affaires étrangères, de la Communauté nationale à l'étranger et des Affaires africaines, M. Ahmed Attaf, a appelé, mardi depuis Luanda (Angola), à la réorganisation des priorités du partenariat Afrique-Europe en matière de paix et de sécurité face à la résurgence du phénomène des changements anticonstitutionnels de gouvernements et de l'aggravation du fléau du terrorisme en Afrique.

Dans une allocution prononcée lors des travaux du 7e Sommet de coopération et de partenariat entre l'Union africaine (UA) et l'Union européenne (UE), le ministre d'Etat a indiqué que "l'Algérie appelle à une réorganisation des priorités du partenariat Afrique-Europe en matière de paix et de sécurité", relevant que ce Sommet "se tient dans un contexte international erratique d'une extrême complexité, dont les répercussions et les conséquences n'ont pas épargné notre continent". Ce contexte international impose de "tirer la sonnette d'alarme" concernant plusieurs éléments, a dit M. Attaf, citant en premier lieu "la résurgence, en Afrique, du phénomène des changements anticonstitutionnels de gouvernements, lesquels changements ne sont plus de simples retombées liées à des données passagères ou ponctuelles, mais une réalité qui s'étend et s'enracine face au blocage de toute perspective de retour à l'ordre constitutionnel escompté".

Il a également évoqué "l'aggravation du fléau du terrorisme en Afrique après son reflux dans le reste du monde", faisant observer que "la région sahélo-saharienne est aujourd'hui le foyer mondial ou l'épicentre international de ce fléau, qui a semé le désordre et le crime dans les pays africains, dans un silence international qu'on peine à comprendre".

Le ministre d'Etat a cité en outre "la prolifération du phénomène des interventions militaires étrangères en Afrique", soulignant que "ce phénomène est aujourd'hui un facteur structurel dans le paysage sécuritaire africain qui complexifie et éternise les crises et compromet toute chance de les régler par des voies pacifiques".

Il a aussi évoqué "le repli du rôle diplomatique continental et le désintérêt international pour les priorités sécuritaires et politiques africaines, qui ne bénéficient plus de l'intérêt requis dans l'agenda du multilatéralisme".

Ainsi, la première priorité du partenariat Afrique-Europe en matière de paix et de sécurité "doit être de mettre un terme à la léthargie internationale à l'égard des questions de paix et de sécurité en Afrique, car les défis auxquels notre continent est confronté ne sont pas des difficultés localisées ou limitées dans l'espace, mais des risques transfrontaliers, transnationaux et transcontinentaux", a précisé M. Attaf.

Et d'ajouter que "la deuxième priorité doit être la réhabilitation du rôle diplomatique africain et la promotion du principe des solutions africaines aux problèmes africains, car notre organisation continentale a déjà prouvé sa capacité à s'acquitter du rôle qui lui est dévolu, dès lors qu'elle a eu suffisamment de marge de manœuvre et qu'elle a bénéficié du soutien international nécessaire".

"La troisième priorité doit être l'investissement effectif et efficace dans le développement, en tant que voie la mieux indiquée pour prévenir les crises et s'attaquer à leurs causes profondes, tout en tenant compte de leurs dimensions de développement", a poursuivi le ministre d'Etat, soulignant que "l'Algérie appelle de ses vœux la concrétisation des promesses d'investissement de l'Europe en direction de l'Afrique, dans le cadre de l'initiative +Global Gateway+ (portail mondial)+".

La quatrième et dernière priorité, quant à elle, est "une priorité éminemment structurelle visant à mettre fin à la marginalisation de l'Afrique dans tous les centres décisionnels internationaux en matière sécuritaire et économique", a indiqué M. Attaf, faisant remarquer que "cette marginalisation demeure en soi l'un des principaux facteurs structurels qui entravent l'Afrique dans la concrétisation de ses aspirations et de ses objectifs consacrés dans l'Agenda continental 2063".

ALGÉRIE POSTE- DJEZZY

Lancement de la carte «Student Campuce» au profit des nouveaux bacheliers

L'entreprise Algérie Poste et l'opérateur de téléphonie mobile «Djezzy» ont annoncé le lancement de la carte «STUDENT CAMPUCE» à compter de jeudi prochain, au profit des nouveaux bacheliers, afin de renforcer leur intégration financière et numérique à l'échelle nationale, indique lundi un communiqué d'Algérie Poste. Cette initiative, ajoute la même source, est «le fruit d'un partenariat stratégique entre les deux institutions, couronné par la signature d'une convention de coopération, sous la supervision du ministre de la Poste et des Télécommunications, M. Sid Ali Zerrouki, lors d'une cérémonie organisée au siège du ministère, en présence de la directrice générale d'Algérie Poste, Mme Chiraz Bachiri, et du directeur général de Djezzy, Boumediene Senouci.

Cette carte sera octroyée gratuitement aux nouveaux bacheliers détenteurs d'une carte SIM Djezzy, leur permettant de bénéficier d'un ensemble d'avantages exclusifs, tout en consolidant leur intégration financière et numérique sur le territoire national.

Parmi les avantages exclusifs dont jouiront les nouveaux étudiants, figurent «l'accès aux services financiers modernes offerts par Algérie Poste, une réduction de 20% sur les offres mensuelles dédiées aux étudiants, une prime de bienvenue de 5 Go d'internet, et en guise de cadeau 1 Go d'internet chaque vendredi».

A travers ce partenariat, «Algérie Poste et Djezzy renouvellent leur engagement commun envers la jeunesse algérienne, en offrant des solutions innovantes, facilement accessibles et en phase avec les besoins des étudiants et les exigences de l'ère numérique».

Pour bénéficier de ces offres exceptionnelles, l'entreprise Algérie Poste invite les nouveaux bacheliers à se rapprocher de ses bureaux et des agences Djezzy.

PÊCHE AU THON ROUGE

L'Algérie récupère sa part historique avec une augmentation de 437 tonnes par an

L'Algérie est parvenue à récupérer sa part historique dans la pêche du thon rouge, avec une augmentation importante de 437 tonnes par an, sa part s'approchant désormais de 5,10 % du quota global attribué aux pays membres de la Commission internationale pour la conservation des thonidés de l'Atlantique (ICCAT), a annoncé, dimanche dans un communiqué, la Direction générale de la pêche et de l'aquaculture (DGPA). Cet exploit a été réalisé lors des travaux de la 29ème session ordinaire de l'ICCAT, tenue à Séville (Espagne) du 17 au 24 novembre courant, au cours de laquelle le plan de répartition des quotas de pêche pour la période 2026-2028 a été adopté, a précisé la DGPA qui relève du ministère de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche.

En vertu de cette décision, le quota annuel de l'Algérie est passé de 2.023 tonnes à 2.460 tonnes. La récupération de ce quota résulte de "longues négociations ardues menées par la délégation algérienne participante", laquelle a œuvré de manière coordonnée sous la supervision du ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, qui a "suivi de près le processus de négociation et orienté les efforts pour garantir la récupération des droits historiques de l'Algérie", ajoute le communiqué. Cette décision vient corriger "une injustice historique subie par l'Algérie lors de la 17ème session de l'organisation en 2010, marquée par l'absence de la délégation algérienne, ce qui avait conduit à la réduction de sa part à seulement 1% du quota global des pays membres de l'ICCAT". La session actuelle a été marquée par "des débats intenses et des délibérations complexes, plusieurs pays ayant demandé l'augmentation de leurs quotas, parallèlement à l'adhésion de nouveaux membres ayant obtenu automatiquement certaines parts", relève la même source. En dépit de cette forte concurrence, la délégation algérienne est parvenue à faire inscrire un point important dans la recommandation finale du nouveau plan, stipulant "la poursuite du suivi du dossier de l'Algérie lors de la prochaine révision en 2028, pour compenser le préjudice subi par le passé".

La session a également connu le renouvellement de la confiance au représentant de l'Algérie auprès de la Commission, M. Amar Ouchelli, réélu président du 4e sous-comité pour un nouveau mandat, ce qui constitue "une reconnaissance claire du rôle actif et de la compétence de l'Algérie au sein de cette instance internationale".

ASSURANCES

Lancement d'un pôle d'intelligence artificielle pour renforcer l'innovation numérique

L'Union algérienne des sociétés d'assurance et de réassurance (UAR), a lancé, en collaboration avec des établissements académiques et techniques spécialisés, un pôle d'intelligence artificielle (IA) visant à soutenir l'innovation numérique et à renforcer les capacités d'analyse dans le domaine, a indiqué, hier lundi, le Délégué général de l'UAR, Abdelhakim Berrah.

Dans une déclaration à l'APS, en marge de la cérémonie de clôture de la 7e édition du programme Algeria Startup Challenge (ASC 2025), M. Berrah a souligné que ce pôle regroupe, outre l'UAR, l'Ecole nationale supérieure de l'intelligence artificielle (ENSIA), l'Ecole nationale supérieure de mathématiques (ENSM), le Centre de recherche en technologies appliquées et le Laboratoire algérien de l'innovation financière (Algeria FinLab), précisant que l'Ecole nationale supérieure d'informatique (ESI) devrait les rejoindre «prochainement», ainsi que d'autres organismes souhaitant développer l'usage de l'IA.

Ce pôle a été créé sous forme d'un Groupement d'intérêt économique (GIE), a fait savoir le responsable, relevant que cette initiative intervient dans un contexte marqué par l'évolution rapide de la transformation numérique et les fluctuations des marchés financiers, d'où la nécessité d'investir dans l'IA en tant qu'outil stratégique pour stimuler l'innovation et améliorer la performance des différents acteurs.

Le pôle d'IA vise à jeter un pont entre le monde académique et le secteur professionnel, à créer un environnement permettant aux étudiants de développer leurs compétences, à accompagner l'émergence de start-up et à constituer une expertise locale avancée en intelligence artificielle, selon M. Berrah qui a affirmé que le pôle cherche à favoriser l'adoption de ces technologies, à assurer un suivi des évolutions technologiques et réglementaires, et à stimuler le développement du marché financier afin de renforcer la compétitivité et la confiance.

Dans ce sillage, M. Berrah a estimé que la création du pôle d'IA cadre avec les orientations du président de la République visant à encourager l'élite nationale et à assurer des espaces de travail adaptés à ses capacités, notamment pour les diplômés de l'ENSIA, de l'ENSM et de l'ESI. «Notre véritable bataille est de préserver cette matière grise», en lui offrant un environnement de travail moderne et stimulant, capable de soutenir l'innovation nationale, a-t -il ajouté.

A cet égard, M. Berrah a fait savoir que les compagnies d'assurance ont déjà commencé à accueillir des étudiants dans le cadre de stages et de projets de recherche, afin de les impliquer dans le développement de solutions techniques liées à l'IA, de renforcer la culture numérique et de concevoir des applications innovantes au service du secteur.

IMPORTATION DE VOITURES DE MOINS DE 3 ANS

L'opération réservée exclusivement aux citoyens, et non aux entreprises

Le ministère du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations et la Direction générale des Douanes (DGD) ont affirmé, avant-hier dans un communiqué conjoint, que l'importation de voitures de tourisme de moins de trois (3) ans demeure exclusivement réservée aux citoyens résidents, une fois tous les trois ans, et non aux entreprises, quelle que soit la nature de leur activité ou leur forme juridique.

Les opérations d'importation sont régies par les dispositions de l'article 110 de la loi de finances 2020, modifiées et complétées par l'article 208 de la loi de finances 2025, lesquelles stipulent que l'importation est effectuée par des particuliers résidents, une seule fois tous les trois (3) ans, a précisé la même source.

Cette mesure «concerne exclusivement les citoyens résidents, de manière individuelle et non collective, et ne concerne en aucun cas les entreprises, quelle que soit la nature de leur activité ou leur forme juridique», indique le communiqué, soulignant l'interdiction de la vente de ces véhicules dans tout espace de vente en dehors du cadre légal prévu par les dispositions des articles suscités.

Dernière composition de DZAIRINDEX

Libellé de la valeur	Code	Ouverture	Clôture	Var %	Ecart Mensuel %	Ecart Annuel %	per	Rend Net %	Volume transigé	Valeur transigée DA
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	450,00	NC	0,00	0,00	5,24	7,94	7,78	0	0,00
BANQUE DE DEVELOPPEMENT LOCAL	BDL	1 400,00	1400,00	0,00	-0,48	-0,99	9,00	5,56	4765	6 671 000,00
BIOPHARM	BIO	2 501,00	2500,00	-0,04	0,91	3,39	6,65	6,40	2891	7 227 500,00
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	CPA	2 299,00	2300,00	0,04	0,97	1,83	10,97	5,43	21932	50 443 600,00
EGH El Aurassi	AUR	361,00	NC	0,00	-4,35	-9,29	4,56	-	0	0,00
SAIDAL	SAI	400,00	NC	0,00	1,36	-0,23	3,78	5,25	0	0,00

Mercuriale

وزارة التجارة الداخلية وضبط السوق الوطنية
MINISTERE DU COMMERCE INTERIEUR
ET DE LA REGULATION DU MARCHE NATIONAL

وزارة الفلاحة والتنمية الريفية والصيد البحري
MINISTERE DE L'AGRICULTURE,
DU DEVELOPEMENT RURAL ET DE LA PECHE

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الإستهلاك ليوم 23 نوفمبر 2025

Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 23 Novembre 2025

Produits		Prix du détail[1] DA / Kg			أسعار التجزئة[1] دج / كلغ		المنتجات
		معدل Moyenne	أعلى Maximum	أدنى Minimum			
Légumes frais	Pomme de terre	59	69	50	البطاطا	خضر طازجة	
	Tomate	132	152	112	الطماطم		
	Oignon sec	51	58	43	البصل الجاف		
	Ail sec	698	776	621	الثوم الجاف		
	Carotte	83	95	71	الجزر		
	Navet	91	102	79	اللفت		
	Choux fleur	109	124	94	قرنبيط		
	Choux	99	114	84	الكرنب		
	Courgette	116	132	101	الكوسة		
	Haricot vert	148	167	129	الفاصولياء الخضراء		
	Laitue	108	122	95	الخس		
Fruits frais	Clémentine	220	270	170	كليمونتين	فواكه طازجة	
	Orange	202	237	167	البرتقال		
	Citron	166	188	143	الليمون		
	Pomme locale	358	446	270	التفاح المحلي		
	Datte	487	625	349	التمر		
	Banane	442	456	429	الموز		
	Grenade	175	209	140	الرمان		
Produits d'origine animale	Viande bovine locale	1863	2012	1713	لحم البقر المحلي	المنتجات ذات الأصل الحيواني	
	Poulet de chair	357	370	344	الدجاج		
	Œufs (Unité)	21	23	20	البيض (وحدة)		
	Lait de vache (Litre)	95	101	90	حليب البقر (لتر)		

SALON INTERNATIONAL DES DATTES

Une filière stratégique en pleine transformation

L'Algérie a donné, lundi à Alger, le coup d'envoi de la 3e édition du Salon international des dattes, un rendez-vous devenu incontournable pour les acteurs de cette filière en pleine expansion. Organisé par la Chambre nationale d'agriculture (CNA) sous le patronage du ministère de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, l'événement se tient au Palais des Expositions des Pins Maritimes jusqu'à jeudi, réunissant 150 exposants nationaux et étrangers, dont des producteurs, artisans, coopératives, start-up, centres techniques et organismes de recherche.

Par Réda Hadi

Cette édition accueille donc des participants de Tunisie, de Libye et de Turquie, ainsi que des représentants d'organismes internationaux tels que le Conseil d'affaires algéro-russe, en présence de diplomates accrédités en Algérie. Une diversité qui illustre l'importance économique et géopolitique croissante de la filière dattière algérienne. Dans son allocution inaugurale, le ministre de l'Agriculture, Yacine El-Mahdi Oualid, a mis en avant la place stratégique des dattes dans le développement des exportations agricoles nationales.
« Ce Salon est un espace important pour faire connaître la datte algérienne, une ressource d'une grande valeur», a-t-il déclaré, soulignant que la production abondante constitue désormais un atout pour accéder à de nouveaux marchés internationaux.
Le ministre a rappelé que l'Algérie dispose d'un potentiel unique au monde : un patrimoine génétique de plus de 1 000 variétés, près de 19 millions de palmiers dattiers, et une production moyenne dépassant 11,5 millions de quintaux entre 2021 et 2023.
L'une des forces majeures reste la variété Deglet Nour, classée internationalement comme l'une des meilleures dattes au monde et véritable fleuron des exportations algériennes. Pour le ministère, la filière dattes figure parmi les secteurs les plus prometteurs pour réduire la dépendance aux hydrocarbures. La demande mondiale ne cesse de croître, notamment en Europe, en Amérique du Nord et en Asie, permettant aux opérateurs algériens d'améliorer leurs parts de marché. Selon les données communiquées par la CNA (Chambre nationale d'agriculture, l'Algérie exporte désormais vers près de 90 pays, avec un volume évalué à 780 000 quintaux de dattes fraîches et 50 000 quintaux de dattes séchées ces dernières années. Des progrès encore plus visibles en 2025, grâce à la multiplication des unités de conditionnement, à la modernisation des chaînes logistiques et à l'installation de nouvelles PME spécialisées dans la transformation. Le ministre a encouragé les participants à s'engager davantage dans la transformation des dattes, un levier essentiel pour créer de la valeur ajoutée et diversifier les produits dérivés. Farines, sirops, confitures, pâte de datte, sucre naturel, boissons énergétiques, cosmétique : les opportunités sont nombreuses, mais restent encore insuffisamment exploitées en Algérie.
En 2025, plusieurs wilayas du Sud — Biskra, Ouargla, El Oued, Adrar — ont enregistré l'ouverture de nouvelles unités de transformation, soutenues par des incitations fiscales et des dispositifs mis en place dans le cadre de la stratégie nationale de développement agricole. Les start-up jouent également un rôle moteur, en proposant des solutions technologiques pour la traçabilité, la lutte contre les maladies du palmier ou encore l'optimisation de l'irrigation dans les zones oasiennes.

Reconnaissance internationale : un tournant majeur en 2025

L'un des progrès les plus significatifs de la filière en 2025 concerne la normalisation internationale. Yacine Oualid a rappelé que l'Algérie a réussi à intégrer les spécificités de la qualité de la datte algérienne — notamment la Deglet Nour — dans les normes mondiales adoptées par la Commission du Codex Alimentarius lors de sa 48e session tenue au siège de la FAO à Rome.
Cette reconnaissance consolide la compétitivité de la datte algérienne sur le marché mondial, en garantissant une meilleure classification, une assurance qualité renforcée et une meilleure visibilité auprès des importateurs. C'est un pas déterminant pour conquérir de nouveaux marchés à haute exigence réglementaire, comme le Japon, la Corée du Sud ou le Canada. Le président de la Chambre nationale d'agriculture, Mohamed Yazid Hambli, a expliqué que le Salon vise avant tout à regrouper les acteurs de la filière afin de favoriser l'échange d'expertises, l'amélioration de la qualité et la promotion des exportations. Les visiteurs peuvent découvrir une gamme variée de produits dérivés, témoignant de la créativité croissante des opérateurs nationaux.
En marge du Salon, plusieurs conférences et ateliers sont consacrés à la durabilité de l'agriculture saharienne, à la modernisation de la filière, à la diversité génétique des pollinisateurs, à l'agriculture biologique et à l'importance stratégique de la datte dans la sécurité alimentaire du pays. Une session de formation est également dispensée aux professionnels sur le conditionnement et l'exportation, deux étapes clés pour l'accès aux marchés premium.
Les progrès enregistrés en 2025 confirment la volonté de l'État de faire de la filière datte un pilier majeur de son agriculture saharienne. Entre l'amélioration des rendements, la modernisation des palmeraies, l'encouragement de la transformation, la mise aux normes internationales et l'essor des exportations, la filière dattière s'impose désormais comme un moteur du développement économique dans les régions sahariennes. Le Salon international des dattes, devenu une vitrine incontournable, reflète ainsi l'ambition de l'Algérie d'inscrire durablement ce produit emblématique dans la compétition mondiale, tout en soutenant l'innovation, l'entrepreneuriat et la valorisation du patrimoine oasien.

LES MÉFAITS DES ÉCRANS NUMÉRIQUES EN MILIEU SCOLAIRE

Une enquête nationale révèle un usage «abusif» chez les élèves

Par R E.

Les résultats d'une enquête nationale sur "les méfaits des écrans numériques en milieu scolaire", présentés, lundi à Alger, par le ministère de la Santé révèlent un usage "abusif" des écrans chez les élèves, ce qui se répercute négativement sur leur rendement scolaire et leur santé.
Lors d'une rencontre scientifique, au siège du ministère de la Santé, consacrée à la présentation des résultats de cette enquête, en présence des membres de la commission nationale des experts de la santé scolaire et des représentants de la commission nationale multisectorielle de promotion de la santé scolaire, le coordonnateur de cette enquête et chef de service de la prévention à la Direction de la santé et de la population de la wilaya de Sétif, Dr Hamza Rouabah, a précisé que "cette enquête nationale, qui a été lancée au début de l'année ciblant plus d'un (1) million d'élèves du cycle moyen issus de toutes les wilayas du pays, révèle "un usage abusif et irresponsable de ces écrans".
"Les données recueillies montrent que 40 % des élèves ont obtenu leur premier smartphone entre 11 et 13 ans", a ajouté le coordonnateur, précisant que plus de 32 % des élèves s'exposent aux écrans numériques pendant plus de trois heures par jour, et 40 % d'entre eux ont été exposés à un contenu "inapproprié" à travers ces écrans.
La sous-directrice au ministère de la Santé, Dr. Fatma Bousmaha a affirmé qu'"un travail est en cours pour trouver des mécanismes encourageant les élèves à une utilisation responsable des écrans numériques qui influent sur leur concentration et les exposent au risque d'obésité en raison des longues heures qu'ils passent face à l'écran".
A cette occasion, M. Bousmaha a lancé un appel aux parents d'élèves "à qui incombe la responsabilité de surveiller le contenu consulté par les enfants via ces écrans en trouvant un moyen de les empêcher de s'y exposer longuement au détriment de leur santé". Pour sa part, le directeur général de la prévention et de la promotion de la santé au ministère, Dr. Djamel Fourar a souligné que "les résultats de cette enquête seront pris en considération dans le but de trouver des mécanismes permettant aux élèves de tirer profit des avantages des écrans numériques dans leurs études et recherches et d'éviter leurs effets négatifs, en les orientant vers un usage responsable et sûr".

REPENSER LE PLAN AGRICOLE NATIONAL

Une urgence face au changement climatique

Par Adem A.

La campagne agricole s'ouvre dans un contexte profondément marqué par les dérèglements climatiques, qui bouleversent les équilibres hydriques et fragilisent les modèles de production traditionnels. Devant l'irrégularité des précipitations et l'avancée de l'aridité vers des zones autrefois humides, l'Union nationale des paysans algériens (UNPA) appelle à une refonte urgente et complète du plan agricole national, devenu obsolète au regard des mutations observées sur le terrain.
Selon Khalfallah Mechri, secrétaire général de l'UNPA, l'Algérie ne peut plus se satisfaire d'un plan élaboré il y a près de vingt ans, à une époque où les stress hydriques n'avaient pas atteint l'ampleur actuelle. « Des régions telles que le nord de Sétif ou l'est de Bordj Bou Arreridj, autrefois réputées pour leur humidité, sont aujourd'hui semi-arides », a-t-il souligné sur les ondes de la «Chaîne I» de la radio nationale, estimant que la planification agricole doit désormais reposer sur la réalité hydrique plutôt que sur les schémas historiques. Pour lui, l'agriculture algérienne doit changer de logique : « On ne peut plus travailler sur le mode : on sème et on attend la pluie. Ce modèle appartient au passé».
Au cœur de cette recomposition figure l'irrigation complémentaire, devenue selon M. Mechri la seule voie pour assurer une production céréalière durable. Les réunions tenues récemment avec le Premier ministre et le ministre de l'Agriculture ont mis en évidence l'importance de généraliser cet outil, en facilitant l'accès des agriculteurs aux équipements nécessaires. « Le président de la République a instruit d'accélérer la mise à disposition du matériel d'irrigation, presque gratuitement. C'est une décision stratégique pour sauver nos rendements », a-t-il affirmé. L'objectif fixé est ambitieux : atteindre entre 35 et 40 quintaux par hectare, un seuil impossible à atteindre sans un apport hydrique maîtrisé. L'UNPA plaide également pour une meilleure exploitation des ressources disponibles, notamment les eaux usées traitées et les petits bassins collinaires, afin de limiter l'impact des sécheresses récurrentes. « Le vrai combat de demain sera celui de l'eau. Si nous n'organisons pas ce secteur dès maintenant, nous mettrons en péril notre sécurité alimentaire », a averti le responsable, rappelant que l'Algérie doit assurer l'alimentation de 45 millions de citoyens, un chiffre appelé à grimper d'ici une quinzaine d'années. Les agriculteurs, de leur côté, continuent de faire face à des contraintes structurelles qui freinent la modernisation souhaitée. Les retards dans l'accès aux engrais, aux semences certifiées ou au matériel mécanisé demeurent des obstacles persistants, aggravés par des procédures administratives jugées trop lourdes. « Un agriculteur ne peut pas passer ses journées à courir derrière vingt documents ou trois administrations pour obtenir un sac d'engrais », a déploré le secrétaire général. L'UNPA propose à ce titre une réforme du système de subventions, en orientant les aides non plus vers les intrants mais vers la production finale, afin d'encourager l'efficacité et la performance des exploitations. Cette transformation s'accompagne toutefois de signes encourageants, notamment l'arrivée d'une nouvelle génération d'agriculteurs plus entreprenants, attirés par la rentabilité croissante du secteur. « De plus en plus de jeunes choisissent l'agriculture, ce qui montre que le secteur retrouve sa valeur économique », s'est félicité Mechri. Une dynamique visible également dans d'autres filières, comme celle du palmier dattier, fortement valorisée lors des salons professionnels.
Entre pression climatique et défis organisationnels, l'agriculture algérienne se trouve à un tournant décisif. En appelant à repenser totalement la carte agricole et à moderniser les outils de production, l'UNPA avertit mais montre aussi la voie : seule une stratégie fondée sur la gestion de l'eau, l'innovation et la simplification administrative permettra de maintenir les équilibres alimentaires du pays. « L'avenir de l'agriculture dépend de notre capacité à nous adapter. Et cette adaptation doit commencer maintenant », a-t-il conclu.

ADRAR

Près de 80 exposants à la 5ème édition du salon "Sud Agro-industries"

La 5ème édition du salon ''Sud Agro-industries'' s'est ouverte lundi au théâtre en plein air d'Adrar, avec la participation de près de 80 exposants représentant des entreprises publiques et privées.
Inauguré par les autorités de la wilaya, cet évènement économique a pour objectif de mettre en exergue des techniques et des équipements modernes destinés à promouvoir l'investissement agricole dans cette wilaya de l'extrême Sud du pays, en application de la stratégie de l'Etat visant à atteindre l'autosuffisance et la sécurité alimentaires, a précisé le commissaire du salon, Mohamed Habib Bkakra.
Ce salon constitue également une opportunité d'échanger expériences et savoir-faire, et de nouer des partenariats entre les participants, dont des opérateurs économiques, des professionnels du secteur agricole, des institutions publiques d'appui et d'accompagnement, ainsi que l'école supérieure d'agronomie saharienne d'Adrar, a-t-il ajouté.
Intervenant à cette occasion, le wali d'Adrar, Foudil Douifi, a mis en avant les perspectives prometteuses qu'offre la wilaya en matière d'investissement agricole, notamment dans les cultures stratégiques.
M. Douifi a, à ce tire, rappelé les avantages et les facilitations accordés par l'Etat pour accompagner les grands investissements, à l'image du projet intégré algéro-qatari de production de lait en poudre.
S'étalant sur quatre jours (24-27 novembre), cette manifestation présente une large gamme de matériels, entre autres, des équipements d'irrigation, de labour, de semis et de récolte, ainsi que des solutions numériques innovantes susceptibles de moderniser l'activité agricole.

EL-MEGHAÏER

Intenses efforts pour développer la filière des dattes

D'intenses efforts sont menés dans la wilaya d'El-Meghaïer pour développer la filière phœnicicole et améliorer la qualité des dattes.

L'essor de la filière agricole a été rendu possible grâce à l'extension des superficies lui étant consacrées, aux nouvelles méthodes d'irrigation et à l'utilisation scientifique et rationnelle des intrants agricoles et produits phytosanitaires, soulignent les services agricoles.
Il s'agit aussi de l'encadrement technique, la promotion du produit à travers sa transformation et son conditionnement notamment, l'organisation professionnelle des agriculteurs, le développement des canaux et marchés de commercialisation et l'ouverture d'opportunités d'exportation, ont estimé les acteurs du secteur.
L'association agricole "Essafir" d'El-Meghaïer assume un rôle dans ce processus, en termes d'appui aux agriculteurs, par l'organisation de campagnes de formation et de vulgarisation des techniques agricoles, a indiqué son président, Wahid Benmabrouk.
Elle s'attèle à réunir les conditions nécessaires au développement de la filière, dont la création d'espaces de concertation entre agriculteurs, ainsi que la préparation de manifestations spécialisées à même d'ouvrir des perspectives de promotion et d'écoulement du produit des dattes, a-t-il ajouté.
Selon M. Benmabrouk, l'association œuvre à protéger les variétés locales menacées de disparition, à l'exemple de Litima, Loulou, El-Ammari, Tamesrit, Tanetboucht , Tinissine et Baïd El-Hamam, à travers des programmes de sensibilisation et d'encouragement des agriculteurs à étendre la culture de ces variétés et enrichir le patrimoine phœnicicole de nouvelles autres, dont El-Medjhoul, Zeggar-Meggar et El-Bordji.

Pour sa part, la station d'Aghafiane, relevant de l'Institut technique de développement de l'agronomie saharienne (ITDAS) de Biskra, œuvre à protéger les variétés de dattes menacées, soit 33 espèces, assurer des réponses aux consultations et organiser des journées techniques en direction des agriculteurs, a fait savoir la représentante de la station, Rahima Bellaki (agronome) qui relève que les variétés Deglet-Nour, Ghars et Degla-Beida, sont des plus nutritives très sollicitées.

Des prévisions de production de plus de 2 millions de quintaux

S'agissant de la production, les prévisions des services de la wilaya tablent cette saison plus de deux (2) millions de quintaux (QX) de dattes, à leur tête la Deglet-Nour (1,32 million QX), suivie des variétés Ghars (300.000 QX) et Degla-Beida (265.000 QX).
Cette production prévisionnelle est en hausse par rapport à la saison dernière qui avait donné lieu à une récolte de 1,8 million QX, avec un patrimoine phœnicicole de près de trois millions de palmiers, dont 2,4 millions de palmiers productifs.
L'industrie de transformation revêt une grande importance dans la réalisation d'une large gamme de produits à base de dattes, dont le café, le miel, le vinaigre et le sucre, en sus de l'exploitation des dérivés du palmier dans des activités artisanales, confirmant ainsi la valeur économique du palmier.
Le développement de la filière phœnicicole a d'autres retombées sur l'amélioration des conditions de vie de la population locale, dont la création d'emplois et d'entreprises agricoles, dans le contexte de la stratégie nationale de consolidation de la sécurité alimentaire et de réalisation d'un développement durable.

DJELFA

97 exploitations agricoles raccordées au réseau électrique à Douis

Quelque 97 exploitations agricoles ont bénéficié du raccordement au réseau électrique dans la commune de Douis, à l'ouest de Djelfa, a-t-on appris, lundi, de la direction des services agricoles.
Supervisant la mise en service du réseau électrique de ces exploitations, le wali de Djelfa, Djahid Mous, a souligné que le coût de raccordement de chacune de ces exploitations, estimé à trois (3) millions de DA, traduit "la forte volonté de l'Etat de soutenir les agriculteurs et de les accompagner en vue de renforcer la production locale, d'assurer la pérennité de l'activité agricole et de consacrer la sécurité alimentaire".
Selon le directeur de l'agriculture, Mohamed Benabdellah Bensalem, les exploitations bénéficiaires relèvent de plusieurs zones agricoles de la localité de Douis, notamment El-Khadra, Bahbah, Guesaâ et Kotna, réputées pour leur production de céréales, de pommes de terre, ainsi que pour l'élevage animal.
Il a, aussi, souligné l'importance de ce raccordement pour accroître les capacités de production du secteur et comme valeur ajoutée pour les agriculteurs, qui ont œuvré à l'extension de la surface de culture de pommes de terre, en la portant à plus de 500 hectares au niveau des ces régions. La superficie consacrée à la culture de la pomme de terre est estimée à plus de 3500 hectares dans la wilaya.
Selon leur fiche technique, ces projets, réalisés par la Direction de la distribution de l'électricité et du gaz, ont bénéficié d'une enveloppe globale de près de 290 millions de DA dans le cadre du programme de développement complémentaire.
Ce montant a notamment servi à la réalisation de 82 km de réseau et à l'installation de 25 transformateurs électriques.

SIDI BEL-ABBES

Plusieurs projets de développement en cours de concrétisation dans la daïra de Sfisef

Plusieurs projets de développement, couvrant divers secteurs, sont actuellement en cours de réalisation dans la daïra de Sfisef (wilaya de Sidi Bel-Abbes), ont indiqué lundi les services de la wilaya. Selon la cellule de communication, le wali de Sidi Bel-Abbes, Kamel Hadji, s'est enquis de l'état d'avancement de ces projets lors d'une visite effectuée dans les communes de la daïra. A Boudjebha El Bordj, il a inspecté le chantier de réalisation de 20 logements publics locatifs, en ordonnant d'accélérer la cadence des travaux, de procéder au raccordement du site aux différents réseaux et de veiller à l'aménagement extérieur. Le wali a également suivi le projet d'aménagement des rues du village d'Oued El Mabtouh, relevant de la même commune, sur une distance de 2 km. A El Messid, une présentation a été faite sur le projet de protection de la localité contre les inondations, portant notamment sur le traitement de l'oued traversant le centre urbain.
La commune a par ailleurs bénéficié d'un réservoir de 500 m3, en plus de la programmation de nouvelles opérations de forage destinées à renforcer l'alimentation en eau potable.
Le wali a également inspecté le chantier de réalisation de 100 logements promotionnels aidés sur la route d'El Messid vers Sfisef. A cette occasion, une présentation globale de l'état des programmes de logement à travers la commune lui a été faite. Il a aussi visité le projet de construction d'un réservoir d'eau potable d'une capacité de 2 000 m3 dans la commune de Sfisef.
La visite a également été l'occasion d'évaluer les conditions de scolarisation dans plusieurs écoles primaires situées à Boudjebha El Bordj et à Sfisef. Le wali a insisté sur l'amélioration des services de restauration scolaire et sur la disponibilité du chauffage.
Dans la commune d'Aïn Aden, le wali a inspecté le monument commémoratif dédié à 11 enseignants, martyrs du devoir national. Une étude de réhabilitation du monument lui a été présentée, et a ordonné l'inscription de cette opération en hommage à ces enseignants qui ont consenti de grands sacrifices.
En marge de sa visite, M. Hadji a tenu des rencontres avec les habitants des quatre communes, écoutant leurs préoccupations et assurant leur prise en charge, selon la même source.

BELÉM, BRÉSIL

Synthèse consolidée des résultats de la COP30

Par : Eng. Habib EL ANDALOUSSI (*)

Des Politiques de Développement Durable (UN-ESCWA)

La COP30 s'est conclue avec un mélange d'avancées techniques, d'engagements volontaires hors ONU, et de résultats mitigés sur les sujets les plus sensibles, en particulier les énergies fossiles et les financements climatiques. Trois décisions majeures — fossiles, adaptation et tensions commerciales — ont été regroupées dans le « texte du mutirão », symbolisant un « effort collectif » inspiré des cultures autochtones brésiliennes.

NB : Le mot « Mutirão » a été adopté et utilisé lors des négociations de la COP30. Il est issu de la langue autochtone amérindienne et signifie « efforts collectifs » ou « action collective au service du bien commun ».

1. Énergies fossiles : avancées volontaires mais pas d'engagement contraignant

• La COP30 adopte le lancement d'une « initiative volontaire » visant à renforcer les efforts pour maintenir le réchauffement sous +1,5°C.

• Cette initiative mentionne indirectement l'engagement de la COP28 d'« abandonner les énergies fossiles à terme », sans employer le terme "fossiles" dans le texte officiel pour éviter un blocage.

• Deux réunions de suivi sont prévues en juin et novembre 2026, avec un rapport présenté à la COP31 en Turquie.

• Malgré le soutien de + de 80 pays, la COP n'a pas réussi à adopter une feuille de route explicite de sortie des énergies fossiles.

• En réaction, la présidence brésilienne a annoncé qu'elle lancerait hors du cadre onusien :

o une feuille de route sur la transition hors fossiles ;

o et une autre sur la lutte contre la déforestation.

Ces feuilles de route resteront volontaires, sans valeur de décision collective de la COP.

2. Financement de l'adaptation : objectif de triplement, mais sans ressources nouvelles

• Le mutirão appelle à « au moins tripler » l'aide à l'adaptation d'ici 2035, ce qui correspondrait à ≈$120 milliards/an, mais l'année de référence n'est pas clairement définie.

• Cet effort devra être réalisé à l'intérieur de l'enveloppe existante : $300 milliards/an d'ici 2035 de financements climatiques globaux annoncés par les pays développés.

• Cela signifie :

o Pas de nouveaux financements promis par les pays industrialisés,

o Une redistribution interne entre adaptation et atténuation.

• Exemple d'usages : infrastructures résilientes, agriculture adaptée, renforcement des bâtiments et réseaux, etc.

Parallèlement, la COP30 a également adopté 59 indicateurs mondiaux pour suivre les progrès en matière d'adaptation, ce qui constitue une véritable avancée technique.

3. Tensions commerciales : un nouveau dialogue climatique-mondialisation

Pour la 1ère fois dans l'histoire des COP, les États ont décidé d'ouvrir un dialogue de 3 ans sur les tensions commerciales liées à la transition. (Ça va titiller M. Trump!)

• C'est une victoire diplomatique pour la Chine, soutenue par l'Inde et d'autres émergents.

• Ce processus vise à discuter :

o des taxes carbone aux frontières (dont celle de l'UE),

o des restrictions commerciales liées au climat,

o des impacts sur les pays exportateurs

C'est une nouveauté majeure, intégrant formellement la dimension géo-économique dans les négociations climat.

4. Fonds pour les forêts : un mécanisme financier innovant dirigé par le Brésil

Hors décision officielle de l'ONU, le Brésil a lancé un fonds d'un nouveau genre :

• Fonctionnement : investir sur les marchés financiers ; les revenus seront distribués aux donateurs et aux pays en développement selon les hectares de forêt réellement protégés.

• Engagements initiaux : ≈ $5,5 milliards (Brésil 1 Md, Norvège 3 Md, Indonésie 1 Md, Allemagne 1 Md €, France jusqu'à 500 M€, Portugal 1 M€).

• Objectif final : lever $125 milliards.

Ce mécanisme pourrait devenir un outil majeur pour financer la protection des forêts tropicales.

5. Méthane, carburants durables et charbon : engagements volontaires sectoriels

Plusieurs initiatives volontaires ont été annoncées

• Méthane : renforcement des actions face à ce gaz très puissant, en coordination avec des programmes internationaux.

• Carburants durables : lancement d'initiatives pour quadrupler leur utilisation d'ici 2035 (initiative « Belém 4X »).

• Charbon : la Corée du Sud a annoncé l'élimination progressive du charbon dans ses centrales électriques.

Ces annonces s'inscrivent dans la tendance de la COP30 : des engagements hors ONU, souvent plus ambitieux que les décisions officielles.

6. Santé, biodiversité, emploi et logement durable (autres décisions importantes)

En complément du texte que vous avez fourni, la COP30 a également abouti à :

Santé et climat

• Adoption du Plan d'action de Belém pour la santé, en partenariat avec l'OMS.

• Renforcement des systèmes de santé face aux risques climatiques.

Océans et biodiversité

• 17 pays rejoignent le "Blue NDC Challenge" : intégration de l'océan dans les stratégies climat.

• Lancement du « One Ocean Partnership », visant à mobiliser $20 milliards pour une économie bleue régénérative.

Logement et bâtiments durables

• Création du premier Conseil ministériel « Bâtiments & Climat » avec un « Appel de Belém » pour des logements abordables et bas carbone.

Emplois et compétences

• Lancement de la Global Initiative on Jobs & Skills for the New Economy, estimant des centaines de millions d'emplois potentiels dans la transition.

Bilan global consolidé

Points positifs

• Avancées structurantes sur l'adaptation (triplement + 59 indicateurs).

• Innovation majeure avec le fonds forestier brésilien.

• Engagements sectoriels (méthane, carburants durables, charbon).

• Intégration inédite des tensions commerciales dans le cadre des COP.

• Forte mise en avant de la santé, des peuples autochtones et de la justice climatique.

Limites et critiques

• Pas de feuille de route contraignante pour la sortie des fossiles.

• Financements d'adaptation renforcés mais sans argent nouveau.

• Plusieurs progrès relèvent d'initiatives volontaires, donc non contraignantes.

• Les pays du Nord et du Sud restent divisés sur le financement et les responsabilités historiques.

(*) Ancien Directeur de la Section Energie/ Division

Source : Energymagazinedz ; publié le 24 novembre 2025

ÉGYPTE

Orascom avance sur l'interconnexion HVDC avec l'Arabie saoudite

L'Égypte avance sur plusieurs interconnexions électriques pour stabiliser son réseau et peser davantage dans les échanges régionaux, en misant notamment sur son potentiel solaire et éolien qu'elle entend valoriser.
Orascom Construction, spécialisé dans le développement d'infrastructures à grande échelle, a annoncé le lundi 24 novembre avoir franchi une étape importante sur le projet d'interconnexion électrique entre l'Égypte et l'Arabie saoudite.
L'entreprise indique avoir finalisé l'installation de l'ensemble des équipements dont elle avait la responsabilité côté égyptien et confirme que les opérations de mise en service du premier pôle sont en cours. Ce pôle permettra un échange bidirectionnel de 1500 MW et ouvre la voie au déploiement de la capacité totale prévue de 3000 MW entre les deux pays.
Le projet repose sur une liaison haute tension en courant continu qui traverse environ 1000 kilomètres entre Badr en Égypte et les stations de Tabuk et Médine en Arabie saoudite. Hitachi Energy, partenaire de développement, fournit les trois stations convertisseuses qui assureront la gestion du flux électrique dans les deux sens.
Cette interconnexion est présentée comme la première grande liaison HVDC reliant l'Afrique et l'Asie dans la région. Elle permettra des transferts d'énergie en continu avec des systèmes de contrôle capables d'ajuster la direction du flux selon les besoins de chaque réseau.
L'annonce s'inscrit dans une stratégie plus large qui place l'Égypte au cœur d'un réseau régional en expansion. Le pays poursuit plusieurs interconnexions pour valoriser sa capacité électrique et renforcer son rôle de carrefour énergétique. Parmi les projets avancés figure la liaison envisagée avec la Grèce à travers GREGY, qui vise à transporter de l'électricité issue de sources renouvelables en Égypte vers la Grèce.
La République arabe d'Égypte veut augmenter fortement la production d'électricité issue du solaire et de l'éolien au cours des prochaines années. La stratégie nationale fixe un objectif de 42 % d'énergies renouvelables dans le mix d'ici 2030. La nouvelle interconnexion avec l'Arabie saoudite peut donc aider à absorber ces volumes supplémentaires et à stabiliser le réseau.

TRANSFORMATION NUMÉRIQUE

La Mauritanie veut miser sur la blockchain

Plusieurs pays africains partagent cette vision de la blockchain, notamment la Sierra Leone. Ce pays s'est récemment allié à Sovereign Infrastructure for Global Nations pour soutenir le développement de la technologie, déjà testée lors d'un vote en 2018.

La Mauritanie veut miser sur la blockchain pour accélérer sa transformation numérique. Le gouvernement compte exploiter cette technologie pour développer des services publics numériques plus transparents, fiables et efficaces, grâce à des registres sécurisés et infalsifiables.
Le ministère de la Transformation numérique et de la Modernisation de l'administration a organisé, jeudi 20 novembre, un forum consultatif sur la politique nationale des technologies de la blockchain. L'événement a été organisé en partenariat avec la Commission économique et sociale des Nations unies pour l'Asie occidentale (CESAO/ESCWA), avec la participation d'experts et d'acteurs des secteurs gouvernemental, financier et académique.
Selon le ministère, l'adoption de la blockchain « contribuera à la protection des droits, à la lutte contre la corruption et à la réduction des conflits, tout en créant un environnement d'investissement attractif pour les investisseurs nationaux et internationaux dans les domaines de la finance numérique et de l'innovation numérique ».
Le département ajoute que la nouvelle politique permettra également de former une nouvelle génération de compétences numériques et de start-ups dans le domaine de la blockchain, à travers la mise à jour des programmes universitaires et de formation, le lancement de projets pilotes et de modèles expérimentaux, ouvrant de larges perspectives pour la jeunesse et l'entrepreneuriat.
Cette initiative s'inscrit dans le cadre de « l'Agenda national de transformation numérique 2022-2025 ». À travers cette feuille de route, l'exécutif ambitionne de faire du numérique un véritable levier de développement socio-économique du pays. Pour le moment, le pays se classe au 165e rang mondial de l'Indice de développement de l'e-gouvernement des Nations unies (EGDI) 2024, avec un score de 0,3491 sur 1, nettement inférieur aux moyennes africaine et mondiale.
Le ministère estime que cette politique aura un impact direct sur les citoyens en accélérant les procédures administratives, en réduisant les coûts et en améliorant la qualité des services dans des secteurs clés comme le foncier, le commerce, les marchés publics ou encore le suivi des ressources naturelles. Ce potentiel de transformation des services publics est largement reconnu par l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), qui souligne également les applications dans la gestion des identités et des dossiers personnels, les transactions financières, la gestion des réseaux énergétiques, le partage sécurisé d'informations entre agences gouvernementales ou encore le vote électronique. Cependant, l'organisation a identifié plusieurs défis potentiels à prendre en compte dans la mise en œuvre de la blockchain. Il s'agit notamment de l'immuabilité des données, de la confidentialité, du stockage limité de grandes quantités de données, de la qualité des informations saisies, de la gouvernance, des coûts élevés, de la complexité de communication et de compréhension, de la scalabilité limitée et de la forte consommation d'énergie de certains modèles.

POUR ACCÉLÉRER L'IA SAOUDIENNE

Sept accords technologiques avec les États-Unis

L'Autorité saoudienne des données et de l'intelligence artificielle (SDAIA) a signé sept accords stratégiques avec des entreprises technologiques américaines de premier plan dans le cadre des efforts visant à accélérer la transformation numérique du Royaume et à développer ses capacités en intelligence artificielle (IA).
Les accords ont été signés en marge du Forum d'investissement saoudo-américain à Washington DC, qui a rassemblé des hauts responsables, dignitaires, PDG et cadres de grandes entreprises saoudiennes et américaines, a rapporté l'Agence de presse saoudienne (SPA).
La cérémonie de signature a été dirigée par le président de la SDAIA, Abdullah Alghamdi, a ajouté la SPA.
Ces accords couvrent un large spectre de collaborations visant à renforcer l'infrastructure des données, développer les compétences nationales et promouvoir l'adoption de l'IA dans des secteurs clés.
Dans le cadre d'un partenariat, Supermicro travaillera avec la SDAIA sur des solutions serveur, la conception de centres de données, des événements centrés sur l'IA, des programmes de formation et des initiatives d'apprentissage en ligne destinées à développer l'expertise locale.
Dell coopérera avec la SDAIA pour accélérer l'adoption des technologies IA grâce à l'amélioration de l'infrastructure, au transfert de connaissances et à des initiatives de renforcement des capacités nationales.
Un accord distinct avec Accenture permettra aux deux parties d'échanger leur expertise pour renforcer les capacités de leadership en IA. Le partenariat comprend le développement des infrastructures de données et d'IA, le soutien à la transformation de la main-d'œuvre et la sensibilisation du public à l'importance de l'adoption de l'IA.

DIGITALISATION

Les 152 projets que la Tunisie prépare pour 2026

La séance générale conjointe du lundi 24 novembre 2025 entre l'Assemblée des représentants du peuple et le Conseil national des régions et des districts a été largement consacrée à la mission des Technologies de l'information, dans le cadre de l'examen du projet de budget de l'État pour 2026.
La réunion s'est déroulée sous la présidence de Brahim Bouderbala, président de l'ARP, et d'Imed Derbali, président du Conseil national, en présence du ministre des Technologies de l'information, Sofien Hemissi, accompagné de son équipe.

Un secteur stratégique pour la transformation économique

Dès l'ouverture de la séance, le président de l'ARP, Brahim Bouderbala, a rappelé le rôle croissant et déterminant du secteur du numérique dans le développement économique du pays. Selon lui, les technologies de l'information constituent aujourd'hui un levier incontournable pour moderniser les services publics, améliorer la gouvernance, et consolider l'environnement entrepreneurial aussi bien dans le public que dans le privé.
Il a également appelé le ministère à accélérer ses programmes pour consolider les piliers de la transformation numérique, simplifier les procédures administratives et renforcer l'inclusion digitale et financière de toutes les catégories sociales.
Le Parlement, à ses deux chambres, a réaffirmé son soutien législatif aux futures réformes nécessaires pour accompagner les évolutions rapides du secteur.
Des journées d'étude seront programmées dans le cadre de l'académie parlementaire afin d'approfondir plusieurs enjeux technologiques.
Les deux commissions concernées — la commission d'organisation de l'administration, de la digitalisation, de la gouvernance et de la lutte contre la corruption, et la commission des plans de développement et des grands projets — ont présenté leur rapport commun sur la mission des Technologies de l'information dans le budget 2026.
Le débat général a ensuite été ouvert, sous la direction d'Imed Derbali puis d'Anouar Marzougui, vice-président de l'ARP. Les interventions des députés ont porté sur un large éventail de problématiques numériques, révélant l'ampleur des attentes vis-à-vis de ce ministère.
Le ministre Sofien Hemissi répond : 152 projets numériques en cours
Dans sa réponse, le ministre Sofien Hemissi a affirmé que le numérique n'est plus un simple secteur technique, mais le moteur central de l'économie et l'outil principal de modernisation de l'État. Il a annoncé que le ministère pilote actuellement 152 projets de digitalisation couvrant l'ensemble des secteurs.
Hemissi a reconnu un retard historique dû aux années d'annonces non suivies d'effets. Il assure que 2025 a été consacrée à débloquer les projets gelés, notamment la carte d'identité biométrique et le passeport biométrique, perturbés par des problématiques de formation technique.

ZIMBABWE

La filière tabac se renforce avec le lancement d'une usine de 100 millions $

Le Zimbabwe est le premier exportateur africain de tabac et le 3e à l'échelle mondiale après le Brésil et l'Inde. Alors que la quasi-totalité des expéditions est réalisée sous forme brute, le gouvernement encourage les investissements sur le segment de la transformation pour créer plus de valeur ajoutée.

Au Zimbabwe, le président Emmerson Mnangagwa a procédé le 19 novembre dernier à l'inauguration d'une usine de transformation de tabac basée à Lochinvar, à Harare. D'un coût total évalué à 100 millions $, ce nouvel investissement est l'œuvre de l'entreprise agro-industrielle Cut Rag Processors (CRP). Selon les informations relayées par le média local The Zimbabwe Mail, l'usine peut traiter 3 000 tonnes de tabac par mois en tabac coupé et produire jusqu'à 60 000 master cases de cigarettes, soit environ 600 millions d'unités de cigarettes par mois (un master case contient généralement 10 000 cigarettes). Ce nouvel investissement permettra de renforcer la capacité de transformation de l'industrie locale encore sous-développée.

Un levier pour doper la transformation locale

S'exprimant sur le sujet en avril dernier, Emmanuel Matsvaire, directeur général par intérim du Conseil de l'industrie et de la commercialisation du tabac (TIMB), régulateur de la filière, a indiqué que le pays compte 10 fabricants de cigarettes, dont la capacité de production cumulée s'élevait à environ 4,4 milliards de cigarettes par an. Selon le responsable, ces différents opérateurs ne parviennent pour l'instant qu'à transformer entre 10 et 15 % de la production locale de tabac en tabac coupé et en cigarettes. Il convient de noter que, dans le cadre de son plan de transformation, le TIMB ambitionne de porter le taux de transformation de la production locale de tabac à 30 % avec l'appui des investisseurs privés, afin de capter plus de valeur ajoutée dans une filière principalement orientée vers l'exportation.

L'enjeu de renforcer la transformation est d'autant plus stratégique que le gouvernement souhaite porter à 7 milliards $ la valeur totale des recettes générées par la filière d'ici 2030, dans le cadre de la deuxième phase de sa Stratégie pour les Systèmes Alimentaires, l'Agriculture et la Transformation Rurale (AFSRTS 2), qui fait du renforcement de la valeur ajoutée par la transformation une priorité.

En comparaison, le Zimbabwe a engrangé 1,4 milliard $ de recettes d'exportation en 2024, dont 94 %, soit 1,32 milliard $, provenaient de la vente de matière première sous forme brute, selon les données compilées sur la plateforme Trade Map.

NAMIBIE

Le bloc de Kudu révèle ses premiers hydrocarbures liquides

Kudu s'inscrit dans la stratégie de BW Energy de développer ses activités africaines par croissance organique, en misant sur des gisements déjà identifiés et un ancrage local adapté à chaque contexte. La société privilégie un développement par phases sur des actifs éprouvés, limitant les risques.

L'opérateur norvégien BW Energy a annoncé, le mercredi 19 novembre, la découverte, pour la première fois dans le gisement gazier de Kudu en Namibie, d'hydrocarbures liquides sous forme de condensats et/ou de pétrole léger dans des couches profondes de roches volcanoclastiques fracturées.

Cette découverte est issue des résultats finaux du puits d'évaluation Kharas-1, foré jusqu'à 5100 mètres de profondeur. Réalisé à l'aide de la plateforme Deepsea Mira d'Odfjell Drilling, le puits a également révélé du gaz sec.

Carl Arnet, PDG de l'entreprise, a déclaré que le puits « a atteint ses objectifs techniques en testant de multiples cibles dans un seul forage et a fourni des données précieuses ». Il a souligné que la présence avérée de liquides améliore la compréhension du système pétrolier du bassin. Conformément au plan, le puits de collecte de données sera bouché et abandonné. BW Energy donnera désormais la priorité aux prospects à forte valeur combinant gaz et liquides, avec de nouveaux puits d'évaluation prévus pour 2026-2027.

Ces résultats surviennent alors que BW Energy achève une importante refonte de sa direction afin de renforcer l'Afrique comme moteur de sa croissance. En septembre 2025, Brice Morlot est devenu directeur de l'exploitation, Thomas Young a pris le poste de directeur financier, et la direction a été remodelée pour accélérer les développements en Afrique.

Le portefeuille africain de la société, porté par le hub Dussafu au Gabon (40 000 barils par jour) et le Kudu en Namibie, soutient désormais son ambition d'atteindre une production nette de 90 000 barils par jour d'ici 2028 grâce à une approche progressive et peu coûteuse.

Le forage du Kharas-1 renforce significativement la voie du projet vers une décision d'investissement final. Autrefois prévue pour 2024, puis reportée à 2025, la décision d'investissement final est maintenant clairement ciblée pour fin 2026, conformément aux calendriers gouvernementaux.

Pour la Namibie, cette percée est à la fois stratégique et historique. Le pays importe toujours plus de 60 % de son électricité et continue de faire face à des pénuries récurrentes.

Avec une première phase prévue à 420 MW et pouvant être portée à 800 MW, Kudu pourrait fournir jusqu'à 50 à 60 % des besoins de charge de base domestique avec des émissions inférieures à celles du charbon. L'énergie excédentaire pourrait être exportée via la Pool d'énergie de l'Afrique australe.

AFRIQUE SUBSAHARIENNE

La 5G devrait être multipliée par 15 d'ici 2031

Parallèlement au déploiement de la 5G, l'Afrique subsaharienne sera la seule région au monde où les abonnements 4G continueront à croître durant les six prochaines années. Ces deux générations permettront d'augmenter significativement le trafic de données mobiles dans la région.

Le nombre d'abonnements aux réseaux de téléphonie mobile de cinquième génération (5G) en Afrique subsaharienne devrait passer de 27 millions en 2025 à 400 millions en 2031, enregistrant ainsi une croissance annuelle moyenne de 57% durant cette période, selon un rapport publié le jeudi 20 novembre par le géant suédois des équipements de télécommunications Ericsson.

Intitulé « Ericsson Mobility Report November 2025 », le rapport précise que les abonnements 4G devraient enregistrer une croissance moins soutenue de 3% en moyenne par an dans la région, passant de 490 millions cette année à 570 millions en 2031.

L'Afrique subsaharienne sera ainsi la seule région au monde où les abonnements 4G continueront à croître, au moment où la plupart des autres régions devraient connaître des baisses à deux chiffres de ce type d'abonnements (-30% en Europe de l'Ouest, -29% en Chine, -27% dans les pays membres du Conseil de coopération du Golfe, etc.).

Parallèlement, le déclin des réseaux 3G devrait intervenir plus rapidement que celui des réseaux 2G. Le nombre d'abonnements 3G devant diminuer de 8 % en moyenne annuelle pour s'établir à 89 millions en 2031. Les abonnements 2G devraient, quant à eux, baisser de 7 % par an durant la période sous revue pour se situer à 243 millions. En 2031, les abonnements 5G devraient représenter environ 31 % de l'ensemble des abonnements aux réseaux de téléphonie mobile contre 44 % pour la 4G. Le nombre total d'abonnements aux services de téléphonie mobile, toutes générations confondues, en Afrique subsaharienne devrait, quant à lui, passer de 1,05 milliard en 2025, à 1,31 milliard en 2031, ce qui représente un taux de croissance annuel moyen de 4%.

L'accélération de la migration vers les réseaux 5G et 4G au sud du Sahara s'accompagnera d'une hausse sensible de l'adoption des smartphones, qui devraient être utilisés par 960 millions d'abonnés aux services de téléphonie mobile dans la région en 2031.

OUGANDA

Une unité de transformation de manioc de 50 millions $ lancée à Kamuli

En Ouganda, le manioc figure parmi les principales denrées de base aux côtés du maïs, de la pomme de terre et de la banane plantain. Sa forte teneur en amidon en fait une matière première stratégique pour diverses industries, aussi bien dans l'agroalimentaire que dans l'industrie pharmaceutique.

L'entreprise pharmaceutique et biotechnologique Dei Biopharma vient de mettre en service une unité de transformation de manioc basée à Namasagali, dans le district de Kamuli. Dans un communiqué publié sur son site le mercredi 19 novembre, l'entreprise indique que cette installation a mobilisé un investissement de 50 millions $.

L'unité doit produire de l'amidon de manioc pharmaceutique, du glucose, du maltose, ainsi que d'autres dérivés utilisés dans la fabrication de médicament, gélules, boissons et produits alimentaires. Sa production est destinée à approvisionner l'usine pharmaceutique de Dei Biopharma basée à Matugga, près de Kampala, qui compte 30 lignes de production déjà partiellement opérationnelles, ainsi que à l'exportation.

« Notre décision d'investir dans la production d'amidon est stratégique. Elle vise à renforcer la compétitivité de l'Ouganda dans la fabrication de médicaments en réduisant la dépendance aux intrants importés », a déclaré Matthias Magoola, fondateur et directeur général de Dei Biopharma. Cet investissement permet en outre de créer un nouveau débouché pour les producteurs avec un besoin de 500 tonnes de manioc par jour. Pour assurer son approvisionnement en matière première, l'entreprise a déjà intégré plus de 3 000 agriculteurs dans son réseau de fournisseurs à travers les régions de Busoga, Bukedi, Lango et Teso.

Cependant, l'initiative qui s'inscrit dans le cadre d'une valorisation non alimentaire du manioc, peut soulever des inquiétudes. Déjà en 2024, la FAO alertait sur le risque que l'utilisation de cultures vivrières dans la production de bioéthanol (valorisation non alimentaire) puisse réduire la disponibilité des denrées de base sur les marchés locaux, entraînant une hausse de leurs prix et rendant leur accès plus difficile pour une partie de la population.

EUROPE

Les bourses sur de faibles variations

Les principales Bourses européennes sont sur de faibles variations mardi en matinée après le rebond enregistré la veille, lié à un changement soudain des anticipations de baisses de taux directeurs aux Etats-Unis et à un regain d'appétit pour les valeurs de l'intelligence artificielle (IA), en attendant de nouveaux indicateurs économiques américains.

À Paris, le CAC 40 prend 0,25% à 7.979,88 points vers 08h30 GMT. À Londres, le FTSE 100 avance de 0,13%, tandis qu'à Francfort le Dax recule de 0,07%.
L'indice EuroStoxx 50 progresse de 0,24% et le FTSEurofirst 300 de 0,07%. Le Stoxx 600 gagne 0,25%, pratiquement tous ses grands compartiments étant dans le vert, mais sur de faibles gains. Le secteur technologique en Europe grignote 0,23%.
Les contrats à terme à Wall Street préfigurent une baisse de 0,09% pour le Dow Jones, de 0,08% pour le Standard & Poor's 500 et de 0,15% pour le Nasdaq. Ce repli attendu intervient au lendemain d'une séance dans le vert marquée par un important bond du Nasdaq, qui a enregistré sa meilleure performance quotidienne depuis mai, tandis que le S&P 500 a grimpé à un plus haut journalier depuis un mois.
Plusieurs responsables de la Réserve fédérale américaine (Fed), dont John Williams, Christopher Waller et Mary Daly, ont récemment plaidé pour une baisse des taux directeurs en décembre, en raison notamment de la faiblesse du marché du travail.
Cela a fait passer la probabilité d'une réduction de 25 points de base des taux de la Fed le mois prochain de 42% à désormais 81%, selon le baromètre FedWatch de CME Group.
Cette forte variation souligne toutefois la difficulté pour le marché d'intégrer les taux à court terme en l'absence de données économiques, à la suite de la plus longue paralysie des services de l'administration américaine, qui a pris fin le 14 novembre.
Le marché prendra connaissance ce mardi outre-Atlantique des données sur les ventes au détail, de l'indice de confiance Conference Board et des prix à la production, des statistiques susceptibles d'influer sur la tendance qui est pour le moment positive comme en témoigne le recul (-3,28%) de l'indice de la volatilité sur l'Euro Stoxx 50.
En Europe, des publications d'entreprises rythment la séance avec notamment Easyjet qui perd 1,89% malgré un bénéfice d'exploitation annuel supérieur aux attentes.
Kingfisher grimpe de 6,19% à la faveur du relèvement de sa prévision de bénéfice pour l'ensemble de l'année.
Dans le secteur bancaire, ABN Amro, qui a dit envisager de supprimer 5.200 emplois d'ici 2028, gagne 3,69%, tandis que Deutsche Bank recule légèrement alors que la Banque centrale européenne (BCE) étudie des allégations selon lesquelles la banque allemande aurait minimisé les risques dans son bilan, rapporte le FT.
Le groupe suisse EFG International, qui a publié mardi un bénéfice net record sur 10 mois d'environ 320 millions de francs suisses (343,31 millions d'euros), prend 1,63%.
En France, Verallia abandonne 1,26% alors que le groupe a annoncé le départ de sa directrice financière Nathalie Delbreuve à compter de vendredi.
Du point de vue sectoriel, l'indice de l'aérospatiale et de la défense rebondit de 1,17% après un repli de 2,31% la veille alors que se tient dans l'après-midi une réunion de la "coalition des volontaires" sur l'Ukraine à la suite du plan de paix proposé par les Etats-Unis.

BOURSE ZURICH

Ouverture en hausse, dans le sillage de Wall Street

La Bourse suisse s'offrait un rebond mardi dans les premiers échanges, capitalisant sur une clôture positive de Wall Street la veille. La place new-yorkaise avait profité d'un regain d'appétit pour le risque alimenté par l'espoir ravivé d'une baisse de taux de la Réserve fédérale (Fed), suite à des propos jugés accommodants des responsables de l'antenne new-yorkaise de l'institut d'émission.
"Reste désormais à voir si cet élan se consolidera au fil des prochaines séances, alors que la visibilité macroéconomique demeure fragile avant la publication d'une batterie de chiffres économiques aux Etats-Unis et la publication du budget britannique demain," prévient toutefois John Plassard, associé chez Cité Gestion.
"La dernière fois que nous avons observé un changement aussi rapide dans les attentes autour de la Fed - en septembre 2024 - la coupe subséquente de 50 points de base s'était avérée être une erreur et la Fed avait été contrainte à temporiser pendant une année avant de pouvoir reprendre l'initiative," abonde de son côté Ipek Ozkardeskaya, analyste vedette chez Swissquote.
Prix à la production, ventes au détail et marché du logement figurent notamment à l'agenda conjoncturel du jour outre-Atlantique. Sous nos latitudes, la conjoncture allemande est restée morose au troisième trimestre et la confiance des consommateurs français a pris froid en novembre.
A 09h10, le Swiss Market Index (SMI) s'appréciait de 0,26% à 12'686,66 points, le Swiss Leader Index (SLI) de 0,18% à 20444,04 points et le Swiss Performance Index (SPI) de 0,24% à 17'427,56 points. Le rebond n'était alimenté que par dix des trente valeurs vedettes, 19 d'entre-elles prenant le chemin de la cave et Swisscom restant sur la touche.
Les quatre poids lourds s'affichaient du bon côté de la barre, à commencer par Novartis (+1,1%). Le laboratoire rhénan restructure son site argovien de Stein et s'apprête à y sabrer un gros demi-milliard d'emplois. La multinationale a par ailleurs obtenu aux Etats-Unis l'homologation d'une thérapie génique contre l'amyotrophie spinale pour toutes les classes d'âge, six ans après avoir ouvert la voie en la matière pour les enfants de moins de deux ans.
L'autre mastodonte pharmaceutique Roche comme le paquebot alimentaire Nestlé s'enrobaient tous deux de 0,3%. Le béhémoth bancaire UBS engrangeait 0,9%.
L'équipementier de l'industrie chirurgicodentaire Straumann concédait 0,5%, après s'être dressé un nouveau plan de vol à moyen-terme.
Sur le marché élargi, EFG International s'appréciait de 2,0%, après avoir publié une performance convaincante sur dix mois en 2025.

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

بنك الجزائر
BANK OF ALGERIA

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN
Cours du : 24 Novembre 2025
Valeur : 26 Novembre 2025

BASE	DEVISES		COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR	130.6205	130.6355
1	EUR	EURO	150.3964	150.4398
1	GBP	POUND STERLING	170.9916	171.0560
100	JPY	JAPANESE YEN	83.3092	83.3241
1	CNY	CHINESE YUAN	18.3797	18.3838
1	CHF	SWISS FRANC	161.3595	161.4578
1	CAD	CANADIAN DOLLAR	92.5861	92.6164
1	DKK	DANISH KRONE	20.1379	20.1455
1	SEK	SWEDISH KRONA	13.6744	13.6797
1	NOK	NORWEGIAN KRONE	12.7351	12.7391
1	AED	UAE DIRHAM	35.5604	35.5693
1	SAR	SAUDI RIYAL	34.8256	34.8315
1	KWD	KUWAITI DINAR	424.9203	425.1074
1	TND	TUNISIAN DINAR	43.8874	44.3285
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM	14.0729	14.0745
1	LYD	LIBYAN DINAR	23.8046	23.9264
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA	3.2828	3.2931
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS	176.8669	176.8669

CAC 40

À l'équilibre, les investisseurs suspendus aux chiffres US

La Bourse de Paris évolue à l'équilibre ce matin, autour des 7960 points alors que les valeurs de défense tentent de rebondir. En effet, après avoir lâché près de 5% au cours des deux dernières séances, Thales et Safran s'arrogent environ 1% chacune. En revanche, Capgemini et Edenred s'enfoncent de près de 2%.
Les investisseurs sont suspendus à la publication d'une série d'indicateurs économiques de premier plan aux Etats-Unis, qui permettront non seulement d'en savoir plus sur la santé de la croissance outre-Atlantique, mais aussi sur l'évolution de la politique monétaire de la Fed.
Récemment, plusieurs responsables de la Réserve fédérale ont évoqué la nécessité d'une pause dans le cycle d'assouplissement de la politique monétaire, confirmant la plus grande prudence affichée par le président de l'institution lui-même, Jerome Powell, ce qui a contribué à faire reculer les marchés d'actions.
Attendus à 14h30, les chiffres sur la consommation aux Etats-Unis ainsi que sur les prix à la production permettront de savoir si l'inflation reste toujours aussi persistante dans le pays, ce qui augmenterait les chances que la Fed 'passe son tour' en décembre.
À ce titre, les traders estiment à plus de 80% la probabilité d'une nouvelle baisse de taux à l'issue de la réunion des 9 et 10 décembre, selon l'outil FedWatch, alors que celle-ci était redescendue autour de 50% la semaine dernière.
La théorie des 'goldilocks', à savoir une croissance solide accompagnée d'une inflation maîtrisée et d'une baisse des taux, a eu un peu moins la cote ces derniers temps dans les notes des analystes, ayant cédé sa place à une conjonction moins porteuse, d'inquiétudes sur les valorisations boursières des géants technologiques et de craintes sur le marché de l'emploi américain.
Le retour de perspectives de croissance plus favorables, assorties d'une inflation plus modérée, pourrait contribuer à relancer l'appétit pour le risque à l'approche de l'exercice 2026 et pousser les investisseurs à renforcer leurs positions lorsque les actions reculent ('buy the dips'), une logique qui avait quelque peu disparu des marchés ces dernières semaines.
'Je continue d'acheter quand les cours baissent, car je pense que le marché a encore du potentiel pour monter', souligne ce matin Michael Brown, analyste marchés chez Pepperstone. 'En plus, la saisonnalité joue en ma faveur : historiquement, quand le S&P 500 a déjà gagné au moins 10% à la fin du 3e trimestre, il ne termine jamais à la fois novembre et décembre en baisse', rappelle le stratège.
Ce matin, les investisseurs ont pris connaissance de la stagnation du PIB de l'Allemagne au 3e trimestre 2025 par rapport au trimestre précédent. L'Office fédéral de la statistique (Destatis) a ainsi confirmé en seconde lecture son estimation initiale publiée le 30 octobre dernier.
'Des exportations faibles ont eu un effet freinant sur l'activité économique au 3e trimestre, tandis que la formation brute du capital fixe a légèrement augmenté', met en avant Ruth Brand, la présidente de Destatis.
Par ailleurs, la confiance des ménages français se replie légèrement en novembre, au vu de l'indicateur synthétique de l'Insee qui cède un point à 89 et demeure bien au-dessous de sa moyenne de longue période (100 entre janvier 1987 et décembre 2024).

POUR RENFORCER LES ÉCHANGES COMMERCIAUX ET ACCOMPAGNER LES ENTREPRISES LOCALES

L'Union européenne mise sur le Corridor de Lobito

La présidente de la Commission de l'Union européenne, Ursula von der Leyen, a exprimé, ce lundi 24 novembre 2025, devant les chefs d'Etat africains, lors du sommet de l'Union européenne et l'Union africaine, la volonté de renforcer le commerce entre les continents européen et africain. Pour elle, l'Europe demeure le premier partenaire stratégique de l'Afrique avec des exonérations d'échanges, devançant notamment la Chine qui est présente sur le continent notamment en République démocratique du Congo.

« Dans un monde de conflits commerciaux, un partenariat plus étroit entre nous commence par le commerce lui-même. L'Europe est déjà de loin votre premier partenaire commercial. Un tiers du commerce total de l'Afrique se fait avec l'Europe, et l'Afrique exporte vers l'Europe plus de deux fois plus que vers la Chine. La majorité de nos échanges sont déjà sans droits de douane ni quotas depuis des décennies, grâce à nos accords de libre-échange et à nos régimes de préférences. Mais je vois encore un potentiel pour développer davantage notre relation commerciale », affirme-t-elle.

Le projet de Corridor de Lobito dans la région de Grands Lacs, comprenant la République Démocratique du Congo, la Tanzanie et l'Angola, demeure l'une de pierres angulaires de renforcement de ces échanges commerciaux à travers l'intervention et l'Union européenne ainsi que ses entreprises qui accompagnent le secteur privé local dans la région, afin d'accroître le développement.

« Prenez le corridor de Lobito. Vous connaissez tous ce projet ambitieux destiné à acheminer les minerais critiques de Zambie et de RDC vers les marchés mondiaux. Mais il ne se limite pas à cela. Lorsque nous avons lancé le corridor, nous avons aussi commencé à travailler avec les agriculteurs ici même, en Angola. Des entreprises européennes ont fourni des formations. Elles ont aidé les entreprises locales à s'aligner sur les normes européennes et à développer leur capacité d'exportation. Et cette semaine, la toute première cargaison d'avocats angolais quittera Lobito à destination de l'Europe. Voilà comment nous pouvons faire du commerce mondial un moteur de croissance locale », indique-t-elle.

Avant d'ajouter,« Pendant que nous connectons l'Afrique aux marchés mondiaux, nous soutenons aussi le commerce à l'intérieur même du continent. C'est la meilleure manière pour les entreprises africaines de prendre de l'ampleur et de se préparer à la concurrence mondiale. Avec ce sommet, nous annonçons un soutien accru à la Zone de libre-échange continentale africaine. Le message est clair : même – et surtout – en période de tensions mondiales, nous croyons au pouvoir du commerce. Parce qu'il profite à nos populations et à nos économies ».

APRÈS DEUX ANNÉES DE TENSIONS

Le Canada et l'Inde vont reprendre leurs négociations commerciales

Le Canada et l'Inde vont reprendre leurs négociations commerciales, a annoncé le Premier ministre canadien, Mark Carney, nouveau signe du rapprochement entre Ottawa et New Delhi après deux années de tensions diplomatiques.

Le bureau de Mark Carney a confirmé dimanche dans un communiqué la volonté des deux dirigeants de "lancer officiellement des négociations" en vue de conclure un accord de libre-échange.

Le Premier ministre canadien et le Premier ministre indien, Narendra Modi, se sont rencontrés dimanche à Johannesburg, en Afrique du Sud, en marge du sommet du G20, et ont souligné les "progrès" effectués au cours des derniers mois dans la relation entre leurs pays.

En 2023, les relations entre l'Inde et le Canada s'étaient fortement dégradées après qu'Ottawa avait accusé New Delhi d'avoir orchestré l'assassinat, à Vancouver, d'un séparatiste sikh naturalisé canadien. L'Inde a toujours catégoriquement nié toute responsabilité.

Cette crise avait conduit les deux pays à ordonner l'expulsion réciproque de leurs ambassadeurs et porté un sérieux coup à leurs relations commerciales. New Delhi et Ottawa ont commencé à renouer leurs liens en juin à l'occasion du G7 au Canada, auquel le Premier ministre indien avait été invité.

POUR LE GOUVERNEMENT AMÉRICAIN

Amazon investit 50 milliards $ dans des infrastructures IA

C'est un contrat géant, qui doit permettre au gouvernement américain de bénéficier à plein de la vague de l'intelligence artificielle. Amazon Web Services, filiale dans le cloud du géant de Seattle, a annoncé lundi soir un contrat géant de 50 milliards de dollars avec Washington dans les infrastructures d'IA. L'enveloppe servira à bâtir des data centers et supercalculateurs. Le gouvernement bénéficiera concomitamment de tous les outils d'AWS, ses modèles et assistants d'IA. « Cet investissement va transformer les missions essentielles du gouvernement américain, allant de la sécurité nationale à la recherche scientifique et à l'innovation », promet le géant du cloud, évoquant le développement de systèmes autonomes, d'outils dans la cybersécurité, l'énergie ou encore la santé.

L'IA permettra à Washington d'être plus efficace dans sa prise de décision, la technologie étant capable d'analyser en temps réel la masse de données que génèrent chaque minute les agences américaines. Enfin, l'IA pourrait servir, sur les volets du renseignement ou celui de la défense, à détecter efficacement les nouvelles menaces.

Leader mondial du cloud, Amazon est un partenaire de longue date de Washington, servant 11.000 agences gouvernementales. En 2011, il lançait sa première infrastructure cloud dédiée aux usages de l'exécutif américain. Pour Matt Garman, le patron d'AWS, le plan de 50 milliards annoncé ce lundi permettra de « renforcer la position dominante des États-Unis à l'ère de l'IA ».

ÉCONOMIE BRITANNIQUE

Bilan un an après le premier budget Reeves

La ministre des Finances, Rachel Reeves, s'est engagée depuis un an à accélérer la croissance de l'économie britannique, mais celle-ci a récemment ralenti en raison d'inquiétudes sur de nouvelles hausses d'impôts attendues dans son budget présenté mercredi.

Voici un résumé des principaux indicateurs économiques un peu plus d'un an après le premier budget de Reeves, marqué par la plus forte augmentation d'impôts depuis plus de trente ans.

L'économie britannique a connu un début d'année 2025 dynamique et le Fonds monétaire international prévoit que le Royaume-Uni enregistrera la deuxième croissance la plus rapide parmi les pays du G7 cette année, derrière les États-Unis.

En 2026, le Royaume-Uni devrait afficher la troisième croissance la plus rapide du groupe. Cependant, l'économie n'a progressé que de 0,1 % au troisième trimestre, freinée en partie par une interruption liée à une cyberattaque chez le constructeur automobile Jaguar Land Rover, qui a également touché ses fournisseurs. Les enquêtes auprès des directeurs d'achat (PMI) suggèrent que les craintes d'une hausse de la fiscalité pourraient limiter la croissance à 0,1 % au quatrième trimestre également.

Le Royaume-Uni a enregistré, sur la période d'avril à octobre, son plus haut niveau d'emprunt public depuis la pandémie de COVID-19, hors ajustement de l'inflation.

Les chiffres montrent que les emprunts pour les dépenses courantes -- que Reeves souhaite équilibrer avec les recettes fiscales d'ici 2030 -- étaient de 84 milliards de livres, soit 10 % de plus qu'un an auparavant. Dans son budget 2024, Reeves a annoncé d'importantes hausses des cotisations sociales patronales et du salaire minimum. Les entreprises ont cité ces coûts accrus comme un facteur de réduction des embauches.

Les effectifs salariés ont connu, en septembre et octobre, leur plus forte baisse sur deux mois depuis fin 2020. Le taux de chômage est monté à 5,0 %, son plus haut niveau depuis début 2021, bien que la fiabilité de l'enquête servant à l'estimer soit remise en question en raison de sa refonte en cours.

La Banque d'Angleterre estime que le pire de l'impact de la hausse de la fiscalité patronale de l'an dernier est désormais passé.

ETATS-UNIS

Les estimations du PIB du troisième trimestre ne seront pas publiées

Les estimations intermédiaires du produit intérieur brut (PIB) américain pour le troisième trimestre ne seront jamais publiées, a annoncé lundi le service responsable au département du département du Commerce.

Le Bureau pour l'analyste économique (BEA) du ministère a en effet publié une version actualisée de son calendrier de parution, dans laquelle cette estimation dite "avancée" est annulée.

L'estimation finale est en revanche pour l'instant maintenue et devrait être connue le 19 décembre.

Le PIB intermédiaire du troisième trimestre devait initialement être publié le 30 octobre, mais la paralysie budgétaire ("shutdown") qui avait limité le travail de l'administration fédérale américaine en avait entraîné le report.

Le gouvernement américain avait fait savoir que le "shutdown" risquait d'entraîner l'annulation de plusieurs indicateurs.

Il s'agit d'ailleurs du deuxième indicateur majeur à voir une de ses publications annulées, après le rapport officiel sur l'état de l'emploi pour le mois d'octobre.

Cette nouvelle annulation pourrait rendre d'autant plus difficile le travail de la Réserve fédérale (Fed), dont le comité de politique monétaire (FOMC) se réunit les 9 et 10 décembre afin de décider s'il poursuit, ou non, la baisse des taux entamée durant les deux dernières réunions.

La Fed dispose d'un double mandat, le maintien de l'inflation proche de son objectif de long terme de 2% et un marché aussi proche du plein emploi que possible

ALLEMAGNE

Baisse surprise du climat des affaires en novembre

Le moral des entrepreneurs allemands s'est détérioré de façon inattendue en novembre, montre une enquête de l'institut Ifo publiée lundi, alors que les entreprises perdent espoir de voir l'économie allemande se redresser après deux années de contraction.

Son indice du climat des affaires a baissé à 88,1 points en novembre, contre 88,4 en octobre. Les analystes interrogés par Reuters prévoyaient une hausse de l'indice à 88,5.

"Les entreprises ont peu confiance dans une reprise prochaine", a affirmé Clemens Fuest, président de l'Ifo. Tous les secteurs ont connu un recul, à l'exception des services, qui ont enregistré une légère amélioration. En revanche, les entreprises ont évalué leur situation actuelle de manière un peu plus positive, a déclaré l'Ifo.

WINDOWS A 40 ANS

Des premiers virus de boot aux ransomwares, un OS forgé par les attaques

Pendant des années, l'histoire de la sécurité sur Windows s'est confondue avec celle des virus qui le malmenaient. Retour sur quelques épisodes marquants qui ont façonné l'OS actuel.

2e partie et fin

La propagation se fait de machine à machine sur le réseau, avec un effet boule de neige dans les entreprises comme à la maison, sans autre objectif apparent que de paralyser les PC compromis.

Conficker prolonge cette série à la fin des années 2000. Le ver cible une faille dans le service serveur de Windows, largement documentée et corrigée par Microsoft, mais la diffusion du correctif se heurte à la réalité des parcs étendus. Malgré les alertes répétées, des millions de machines restent vulnérables pendant des années, l'infection alimente un vaste botnet exploité pour du spam, de la fraude ou d'autres opérations criminelles, et Conficker devient un symbole de la difficulté à maintenir un parc Windows homogène et à jour dès que l'on dépasse quelques dizaines de postes.

Sous la pression de ces épisodes successifs, Windows se transforme en profondeur. Le Service Pack 2 de Windows XP marque un tournant avec l'activation par défaut du pare-feu intégré. Les services non indispensables sont désactivés, davantage de ports sont fermés, les assistants de configuration réseau poussent des réglages plus prudents. Windows Update quitte le statut de simple service annexe pour devenir un passage obligé, avec des mécanismes de mises à jour automatiques encouragés puis activés sans trop de ménagement.

Cette période façonne également la culture des correctifs réguliers. Les équipes en charge des systèmes d'information se mettent à suivre les bulletins de sécurité Microsoft, à organiser des campagnes de patch dans l'urgence lorsqu'une vulnérabilité est exploitée activement, à jongler entre impératifs de continuité de service et nécessité de déployer les mises à jour. Windows ne peut plus se contenter d'être un environnement fonctionnel, il doit limiter autant que possible les erreurs de conception visibles depuis le réseau et intégrer des protections de base, y compris pour des utilisateurs et utilisatrices qui ne pipent pas grand-chose en sécurité.

Stuxnet et l'entrée de Windows dans le jeu géopolitique

Au tournant des années 2010, une nouvelle catégorie de menace émerge, bien plus évoluée que les vers ou les virus de masse des décennies précédentes. Stuxnet, découvert en 2010, cible des systèmes industriels en passant par Windows et bouscule d'un coup la hiérarchie des risques. Le malware s'appuie sur plusieurs failles zero-day dans Windows, utilise des pilotes signés avec des certificats volés et vise très précisément des systèmes de contrôle industriels associés à des centrifugeuses iraniennes. Largement attribué aux États-Unis et à Israël dans le cadre d'une opération destinée à freiner le programme nucléaire iranien, même si aucune des deux puissances ne l'a jamais officiellement reconnu, Stuxnet ne cherche ni à saturer les réseaux ni à se faire remarquer. Il manipule des automates industriels et sabote des équipements tout en échappant aux systèmes de supervision. Dans son sillage, d'autres familles comme Flame ou Duqu, elles aussi rattachées à des opérations menées par les États-Unis et Israël, montrent que les mêmes techniques peuvent servir à l'espionnage et à la collecte d'information à grande échelle.

Pour Microsoft, ces épisodes ont une portée différente des vagues précédentes. Ils soulignent la valeur stratégique du système et la nécessité de renforcer encore la confiance dans les mécanismes bas niveau, alors que Windows se retrouve au cœur d'une opération de sabotage d'État. La signature de code est davantage encadrée, les pilotes noyau sont soumis à des exigences plus strictes, en particulier sur les versions 64 bits. En parallèle, Microsoft renforce les protections qui visent à compliquer l'exploitation des failles mémoire. Windows bloque l'exécution de code dans certaines zones réservées aux données, déplace de manière aléatoire des composants importants en mémoire à chaque démarrage et met en place des contrôles supplémentaires sur le chemin suivi par les programmes, ce qui rend le travail des attaquants beaucoup plus incertain, même lorsque des vulnérabilités subsistent dans le code.

Cette période rappelle aussi que les outils d'attaque développés pour des usages étatiques ont tendance à déborder vers d'autres sphères. Les techniques documentées dans des recherches pointues finissent par être intégrées à des frameworks accessibles à un public plus large. Windows devient alors le terrain où se croisent intérêts industriels, opérations de renseignement et cybercriminalité, ce qui justifie un durcissement continu de l'OS, parfois invisible pour l'utilisateur ou l'utilisatrice finale mais déterminant dans la façon dont le système encaisse et limite certaines classes d'attaques.

Ransomwares, exploits modernes et Windows sous pression permanente

Au milieu des années 2010, une nouvelle économie criminelle fleurit avec la recrudescence des rançongiciels. CryptoLocker popularise le modèle du chiffrement fort appliqué aux données utilisateur, couplé à des demandes de paiement en bitcoin. La cible reste le PC Windows classique, souvent compromis via des campagnes de phishing, mais l'impact se mesure désormais en pertes de fichiers, en arrêts de production, en journées entières de travail perdues. WannaCry impose brutalement ce modèle sur un mode industriel en 2017. Le ransomware exploite une vulnérabilité du protocole SMB de Windows à l'aide d'un outil issu de l'arsenal de la NSA, EternalBlue, que les Shadow Brokers ont fait fuiter publiquement. Malgré la publication d'un correctif, de nombreux systèmes restent exposés. Des hôpitaux, des entreprises et des administrations se

retrouvent chiffrés à grande échelle. Quelques semaines plus tard, le wiper NotPetya reprend certains des mêmes vecteurs tout en s'apparentant davantage à un outil de sabotage qu'à un rançongiciel conçu pour être rentable, avec des dommages massifs pour des groupes internationaux.

Ces campagnes achèvent de convaincre Microsoft que la sécurité ne peut plus dépendre uniquement de la discipline des équipes informatiques et des choix individuels en matière d'antivirus. Windows 10 s'impose comme une version distribuée en continu, avec des mises à jour cumulatives, un support plus resserré et une pression toujours plus importante pour abandonner les éditions obsolètes. Le protocole SMBv1, jugé trop risqué, est progressivement désactivé, ce qui pousse les organisations à revoir certains usages hérités. Les pratiques d'administration évoluent vers plus de segmentation réseau, plus de contrôle d'accès et une meilleure supervision des postes.

Dans le même temps, Microsoft Defender change de statut. D'abord perçu comme un filet de sécurité minimal, voire comme un complément un peu discret aux antivirus tiers, l'outil devient un élément central de la sécurité Windows avec analyse comportementale, protection contre les exploits, surveillance de zones sensibles du système de fichiers et intégration poussée avec la télémétrie cloud. Dans les environnements professionnels, Defender s'inscrit dans des suites plus larges de type EDR et XDR qui suivent les attaques tout au long de leur chaîne, du mail d'entrée jusqu'aux mouvements latéraux, en s'appuyant sur l'écosystème Windows et ses journaux d'activité.

Les vagues successives de ransomwares ont aussi mis en avant la question des sauvegardes, de la gestion des privilèges et du cloisonnement des comptes. Windows a intégré davantage d'outils centrés sur ces enjeux, avec des fonctions de protection de dossiers, des contrôles renforcés autour de l'exécution de certains binaires, des alertes avancées en cas de comportements suspectés de correspondre à des tentatives de chiffrement.

Le système d'exploitation moderne apparaît dès lors plus bavard, plus directif, parfois perçu comme trop insistant, mais cette évolution est l'héritière directe de campagnes qui ont fait perdre des années de données à des particuliers et mis à l'arrêt des infrastructures entières.

Dans les versions récentes de Windows, cet héritage trouve aussi écho dans des dispositifs de sécurité plus évolués que le simple duo pare-feu + antivirus qui dominait les années 2000. Le démarrage du système s'appuie dorénavant sur le couple TPM et Secure Boot pour vérifier l'intégrité de la chaîne de boot et détecter les manipulations trop grossières, BitLocker chiffre de plus en plus fréquemment les données locales pour limiter l'intérêt d'un poste volé ou d'un disque récupéré, la virtualisation isole certains secrets et certains processus sensibles afin de compliquer le vol d'identifiants, tandis que SmartScreen filtre les exécutables téléchargés et les liens douteux avant qu'ils ne soient exécutés. Ces protections n'empêchent pas toutes les attaques, mais elles découlent directement des leçons tirées des vers réseau, des macros trop permissives, des campagnes de sabotage et des vagues de rançongiciels qui ont mis à nu les faiblesses des générations précédentes de Windows.

L'histoire des virus et malwares emblématiques qui ont visé Windows raconte donc une autre histoire, celle d'un OS qui a longtemps servi de banc d'essai à toutes les formes d'attaque avant de se renforcer progressivement. Les vers de l'époque XP, les macros des années 2000, les opérations industrielles ciblées et les ransomwares récents ont laissé des traces dans les fonctions de sécurité, dans les décisions de conception, dans la façon dont Microsoft pilote désormais son calendrier de mises à jour. Au bout du compte, le Windows actuel, qu'il tourne sur des PC domestiques ou des stations de travail en entreprise, est tout autant le produit de ces chocs répétés que des choix fonctionnels ou esthétiques visibles à l'écran. Et si l'ensemble paraît parfois un peu (très) lourd côté sécurité, rappelez-vous que ce n'est pas seulement par goût du zèle.

NOUVEAU PORSCHE CAYENNE ÉLECTRIQUE (2026) :

Le bon timing ?

Le Porsche Cayenne électrique arrive avec un objectif clair ; refaire le coup de son lancement originel pour relancer les ventes de la marque. Et il ne manque pas d'atouts.

Certes Porsche a décidé de revoir sa stratégie d'électrification mais il était trop tard pour remettre en question le lancement de la nouvelle génération du Cayenne, exclusivement électrique. Cependant, contrairement au Macan, l'actuel Cayenne doté de motorisations thermiques - électrifiées ou non - poursuivra sa carrière en parallèle. Mais que faut-il retenir de la pléthore de ce nouveau grand SUV estampillé du cheval cabré teuton ?

Cockpit aviation et écran incurvé

Avec près de 5 m de long et plus de 2,5 tonnes sur la balance, le nouveau Cayenne électrique ne fait pas dans la demi-mesure. Pourtant, sa silhouette conserve une étonnante fluidité. Les portes sans encadrement allègent le profil, et la version « coupé », à la poupe plus tendue, renforcera encore cette impression d'équilibre. Visuellement, ce Cayenne électrique s'apparente donc à un Macan XL aux proue et poupe plus acérées. À bord, l'ambiance évoque davantage un cockpit qu'un SUV : une instrumentation numérique de 14,25 pouces, un écran passager de 14,9 pouces et, surtout, une dalle centrale incurvée – curiosité visuelle aussi originale qu'efficace. Malgré cette topographie audacieuse, la lisibilité reste exemplaire. En revanche, les amateurs de commandes physiques devront se résoudre à une ergonomie presque entièrement tactile ; la plupart des fonctions passent par les menus. Un apprentissage nécessaire, mais compensé par la richesse technologique : système multimédia connecté à Google, commande vocale à IA et affichage tête haute en réalité augmentée. Le smartphone devient clé, le tableau de bord une extension du numérique.

5 places et 2 coffres

L'habitacle reste fidèle à la rigueur allemande en combinant matériaux nobles et ajustements millimétrés, conférant au Cayenne cette impression de luxe qu'impose son statut. Sellerie Race-Tex pour l'esprit sportif ou cuir pleine fleur pour les traditionalistes, tout respire le surmesure. L'habitacle, strictement conçu pour cinq passagers, privilégie le confort, même à l'arrière (empattement de 3.028 mm) : assises réglables électriquement en longueur, dossiers inclinables, maintien latéral exemplaire. Le coffre affiche jusqu'à 781 litres (banquette avancée), tandis que le frunk à l'avant ajoute 90 litres bienvenus. Le vaste toit panoramique, à occultation variable et ouverture partielle, inonde l'habitacle d'une lumière maîtrisée ou d'un souffle d'air discret selon l'envie.

Jusqu'à... 1.156 ch !

Sous le capot, point de demi-mesure. Le Cayenne électrique embarque d'office deux moteurs – un par essieu – garantissant la transmission intégrale. À son lancement, la gamme comptera un modèle de base d'environ 400 ch et un Cayenne Turbo culminant à 800 ch en continu, 952 ch durant dix secondes via la fonction « push to pass », et jusqu'à 1.156 ch / 1.500 Nm avec le Launch Control. Le 0 à 100 km/h est abattu en 2,5 secondes, pour une vitesse de pointe de 260 km/h. La boîte, à réduction unique, privilégie la linéarité plus que la brutalité ; Porsche renonce ici à la seconde vitesse arrière de la Taycan.
Les différents niveaux de régénération se sélectionnent via l'écran – sans palettes au volant ni mode « One Pedal » – mais la récupération atteint 600 kW, l'équivalent de la monoplace 99X Electric de Formule E. Des freins carbone-céramique complètent l'arsenal pour les usages intensifs.

Batterie sous très haute tension

Sous le plancher repose une batterie de 113 kWh (108 utiles) fonctionnant sous 800 volts. Porsche promet 642 km d'autonomie WLTP (623 pour le Turbo) et une puissance de recharge culminant à 400 kW, permettant un passage de 10 à 80 % en moins de 16 minutes et jusqu'à 325 (Cayenne) ou 315 km (Cayenne Turbo) récupérés en 10 minutes. Sur borne AC, la recharge plafonne à 11 kW (aussi par induction en option) – une puissance doublée à 22 kW sera proposée ultérieurement – et nécessitera 10 h pour une charge complète. À l'instar du Macan, le pack - composé de 192 cellules LG réparties en six modules remplaçables - peut être scindé en deux réseaux de 400 V : un atout pour exploiter efficacement les bornes les plus courantes, sans convertisseur intermédiaire ni pertes inutiles.

Châssis affûté

Reprenant la plateforme PPE déjà utilisée par le Macan, ce Cayenne s'en distingue par son empattement allongé et une répartition des masses idéale de 48/52. Le moteur arrière prédomine en usage courant, tandis que les roues arrière directrices accentuent l'agilité en virage comme la maniabilité en ville. La suspension pneumatique pilotée est livrée de série ; elle peut être associée au système électro-hydraulique Porsche Active Ride, capable de neutraliser tout mouvement de caisse – roulis, cabrage ou plongée – et d'offrir, paradoxalement, de vraies aptitudes en tout-terrain, conjuguant précision et sérénité sur terrain meuble ou accidenté,

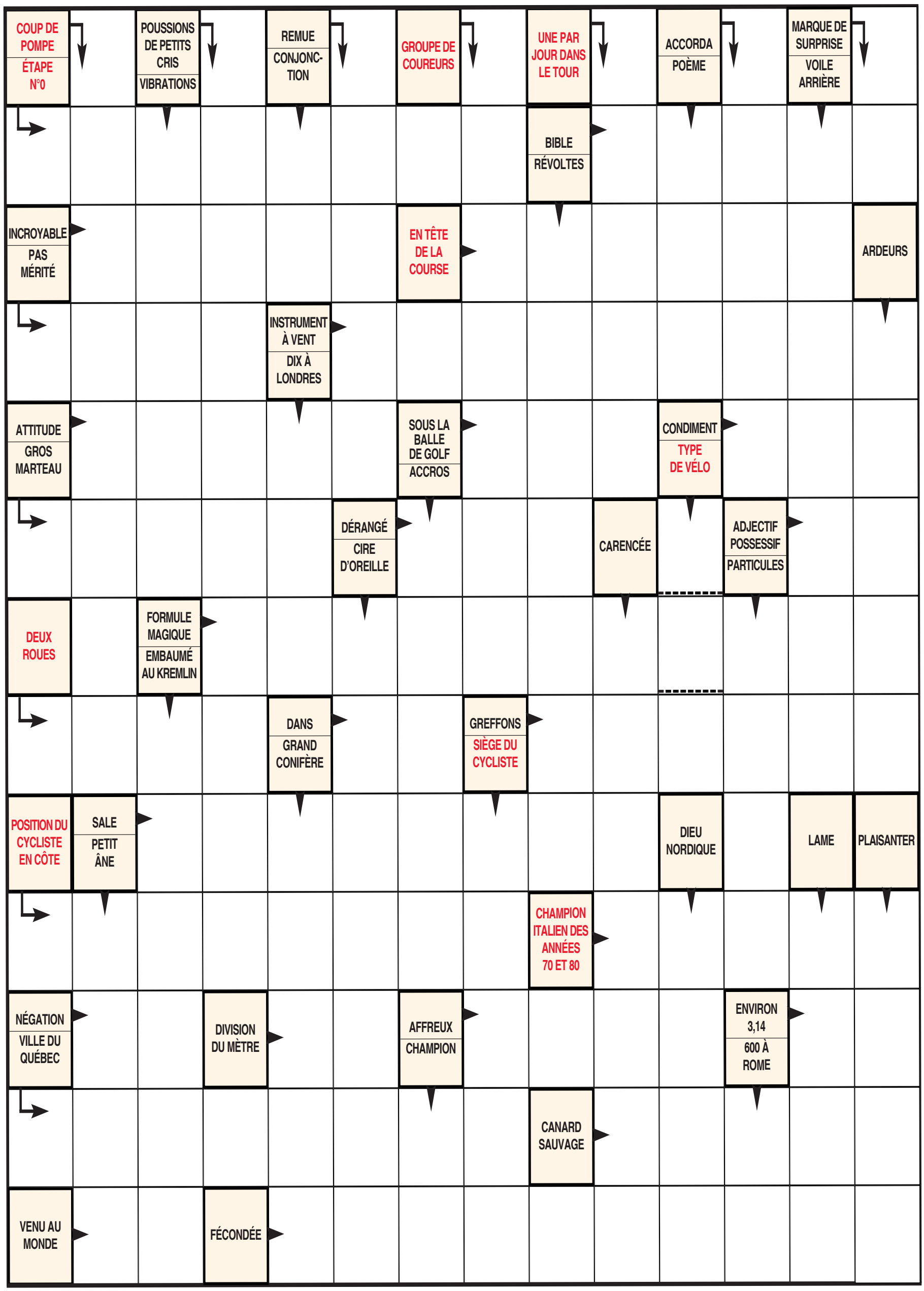
Jeep Recon (2026) : digne de son patronyme et 670 ch sous le capot

Le dernier rejeton de la famille Jeep s'appelle Recon et combine un look robuste avec des talents tout-terrain... et une motorisation électrique. Bonne nouvelle : ce 4x4 arrive aussi en Europe.
Une Jeep doit combiner un style carré avec un caractère robuste et beaucoup de talent en tout-terrain, des cases que le nouveau Recon peut cocher avec assurance... et en silence grâce à deux moteurs électriques qui développent une puissance combinée de 670 ch pour un couple maximal de 840 Nm. De quoi permettre à ce tout-terrain d'abattre le 0 à 100 km/h en 3,7 s.

Portes amovibles

Mais ce qui prévaut sur ce Jeep Recon, c'est sa vocation ouvertement orientée vers le tout-terrain censée caractérisée une vraie Jeep. Il y a les angles d'approche et de départ généreux (33,8 et 33,1 degrés respectivement), les nombreux modes 4x4 du système Select-Terrain (avec un mode Rock en plus des modes Auto, Sport, Sand et Snow), l'amortissement arrière piloté et les rapports courts (simulés). Sachez que le Recon affiche plus de 2,7 tonnes sur la balance.
Jeep base le Recon sur la plateforme STLA Large de Stellantis. Le pack de batteries utilisé utilise une architecture en 400V et présente une capacité de 100 kWh, ce qui donne une autonomie d'environ 450 km (mesurée selon le protocole de l'US EPA, plus réaliste que le WLTP).
Les portes entièrement amovibles et le toit Sky One-Touch Power Top (en option), que l'on peut pratiquement ouvrir complètement, ne manquent certes pas d'attrait, mais le plus amusant, c'est que le Recon est équipé d'un système d'ouverture automatique des portes.
Malgré sa motorisation électrique, le Recon ressemble à nouveau à une vraie Jeep.

Mots fléchés



Les Enjeux Eco
Quotidien national de l'économie
Mercredi 26 novembre 2025 http:www.lesenjeuxeco.dz

PÉTROLE

Le Brent à 63,18 dollars

Les cours du pétrole évoluaient en léger repli mardi matin, les investisseurs restant prudents face aux incertitudes géopolitiques persistantes et à un marché jugé bien approvisionné. Vers 10h20, le prix du baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en janvier, cédait 0,30% à 63,18 dollars. Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate, pour livraison le même mois, s'inclinait de 0,24% à 58,70 dollars.

PROTECTION CIVILE

Appel à la vigilance face aux accidents liés au gaz

Avec la baisse marquée des températures enregistrées dans plusieurs wilayas du pays, la Protection civile a lancé un appel à la vigilance face à une hausse des accidents liés à une mauvaise utilisation des appareils à gaz. "Au cours des derniers jours, et parallèlement à la baisse marquée des températures dans plusieurs wilayas du pays, les services de la Protection civile ont malheureusement constaté plusieurs victimes des accidents dus à une mauvaise utilisation des appareils à gaz et au non-respect des conditions de sécurité essentielles", indique mardi un communiqué de la Protection civile La Protection civile conseille, ainsi, les citoyens au respect des règles de prévention indispensables, en assurant une bonne ventilation des locaux, surveillant la couleur de la flamme, vérifiant l'évacuation correcte des gaz de combustion, et respectant les normes de sécurité des équipements et des tuyaux d'évacuation.
Il s'agit pour chaque foyer de contrôler régulièrement ses installations et d'envisager l'installation d'un détecteur de gaz, qui constitue un dispositif efficace d'alerte précoce et peut sauver des vies, conclut le communiqué.

MINISTÈRE DE L'EDUCATION

Un numéro vert dédié à la prévention des drogues en milieu scolaire

Le ministère de l'Education nationale a annoncé, mardi, la mise en place du numéro vert (1111) en milieu scolaire, dans le cadre des efforts consentis pour la prévention des drogues et des substances psychotropes au sein des établissements d'enseignement, indique un communiqué du ministère. "En application des orientations du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, relatives à la stratégie nationale de lutte contre les drogues et les substances psychotropes, notamment dans son aspect lié au milieu scolaire, le secteur a entamé la mise en œuvre des mesures pratiques annoncées par le ministre de l'Education nationale, M. Mohammed Seghir Sadaoui, lors du lancement de la caravane nationale de sensibilisation, le 2 novembre 2025, notamment en ce qui a trait à la mise en place d'un numéro vert dédié au signalement, en tant que mécanisme central pour consacrer la culture de la prévention au sein des établissements scolaires", précise le communiqué.

FGAR- BANQUE AL BARAKA ALGÉRIE

Signature d'une convention de partenariat

Une convention de partenariat a été signée, mardi à Alger, entre le Fonds de garantie des crédits aux petites et moyennes entreprises (FGAR) et la Banque Al Baraka Algérie, portant sur la garantie des crédits d'exploitation octroyés par la banque au profit de cette catégorie d'entreprises. Dans son allocution à cette occasion, le directeur des PME au ministère de l'Industrie, Mohamed Benyoucef Benbouali, a indiqué que cette convention instaure un cadre de coopération opérationnel entre le FGAR et la banque, après que la Loi de finances 2025 a permis au FGAR de développer de nouveaux instruments et de garantir de nouveaux produits de financement, après qu'il se limitait, depuis une longue période, à la garantie des crédits d'investissement. Selon M. Benbouali, "cette convention ne constitue pas seulement une démarche technique, mais représente aussi un engagement pratique envers les investisseurs et porteurs de projets, tout en offrant à ces derniers un message rassurant de nature à les encourager à développer leurs activités, à contribuer à la création d'une valeur ajoutée au sein de l'économie algérienne et à ouvrir la voie à de futures conventions, renforçant la diversification des offres de financement et accompagnant les transformations économiques que connaît l'Algérie". Le même responsable a, en outre, estimé que le FGAR, à travers sa longue expérience et son positionnement institutionnel, constitue "un partenaire stratégique" du secteur bancaire et "un acteur essentiel" dans le soutien à l'initiative entrepreneuriale, relevant que la conjugaison de ses efforts avec la banque Al Baraka Algérie envoie un message clair, selon lequel, "l'Etat poursuit son soutien à la dynamique de production nationale et que le partenariat public-privé est un choix stratégique irréversible". Il a affirmé que la réussite de cette initiative exige un engagement effectif de toutes les parties, à travers le suivi des dossiers, la prise en charge rapide et la mise à disposition de produits de financement adaptés, afin d'édifier un environnement économique plus flexible et plus apte à intégrer l'innovation et à créer de la richesse, soulignant que l'Etat œuvre à renforcer tous les mécanismes susceptibles de favoriser l'accès des PME au financement bancaire, dans le cadre des réformes visant à développer le dispositif d'appui à ces entreprises. De son côté, le directeur général du FGAR, M. Temam El Hadi, a mis en avant que convention signée témoigne "de la forte convergence", entre la vision du Fonds et la nature des opérations menées par la banque dans le financement du secteur économique, notamment les PME.
Selon lui, ce type de convention permettra d'accélérer le rythme du développement des PME, au service de l'économie nationale, d'autant plus que le Fonds prévoit de signer des conventions similaires avec d'autres banques.
Pour sa part, le directeur général de la Banque Al-Baraka Algérie, M. Abdelmouneim Othmani Marbout, a souligné que cette convention constitue" une étape stratégique reflétant une volonté commune de soutenir l'économie nationale et de renforcer les capacités des entreprises économiques, en particulier les PME, dans la mesure où elle mettra à disposition des mécanismes de financement garantis permettant aux entreprises de répondre à leurs besoins en crédits d'exploitation, de renforcer leur activité productive et de couvrir leurs besoins quotidiens. M. Othmani Marbout a également affirmé que cette convention permettra d'élargir le nombre des bénéficiaires, de réduire les risques et de soutenir la croissance réelle de ces entreprises, précisant qu'il s'agit là "du début d'un processus de coopération solide et durable, fondé sur le respect mutuel, le travail conjoint et l'échange d'expertises dans l'intérêt général du pays".

MONNAIE

Le dollar en légère baisse face à l'euro

Le dollar pâtit mardi des prévisions d'une baisse des taux américains en décembre, mais cherche encore un réel catalyseur, qu'il pourrait trouver dans différents indicateurs économiques américains publiés cette semaine.
Dans la matinée, le billet vert reculait de 0,16% par rapport à la monnaie unique européenne, à 1,1540 dollar pour un euro, et perdait 0,24% par rapport à la livre, à 1,3137 dollar.
Les investisseurs à une écrasante majorité tablent sur une baisse de taux d'un quart de point de pourcentage en décembre, d'après l'indicateur du CME, FedWatch.
Ces prévisions ont été confortées par de récents commentaires de membres de la Réserve fédérale (Fed), dont le gouverneur Christopher Waller, qui a affirmé lundi sur des médias locaux que sa "principale préoccupation résidait dans le marché du travail", et pas uniquement dans la maîtrise de l'inflation.

FORUM AFRICAIN DE LA TÉLÉDIFFUSION

Le ministre de la Communication à Dakar

Le ministre de la Communication, M. Zouhir Bouamama, a pris part, hier à Dakar (Sénégal), aux travaux du Forum africain de la télédiffusion (FAT) placé sous le thème "La TNT, vecteur de souveraineté et d'intégration économique et sociale en Afrique", indique un communiqué du ministère.
Ce forum de deux jours, se veut "un rassemblement professionnel et continental qui réunit les organismes et établissements de télédiffusion publique et privée, ainsi que des experts en information et communication de différents pays africains, pour débattre des questions de développement du secteur audio-visuel dans le continent", précise le communiqué. Le FAT constitue "un espace de concertation et d'échange d'expertises sur les défis liés à la télédiffusion, tels que la transformation numérique, le renforcement de la souveraineté médiatique, la modernisation des infrastructures et le développement de la coopération entre les pays africains dans le domaine de l'information", ajoute la même source. Le forum qui est aussi "une plateforme stratégique où s'élaborent les politiques et les visions futures de l'information africaine", tend à "soutenir la complémentarité africaine en matière de diffusion et à renforcer la capacité de l'Afrique à maîtriser son espace médiatique".